

Portrait de l'économie sociale en Outaouais

Chantale Doucet

*Sous la direction de
Louis Favreau*

Note sur l'auteure :

Chantale Doucet est géographe et détentrice d'une maîtrise en études et interventions régionales de l'Université du Québec à Chicoutimi (UQAC). Elle est professionnelle de recherche à la Chaire de recherche en développement des collectivités (CRDC) de l'Université du Québec en Outaouais (UQO).

Notes sur le directeur

Louis Favreau est sociologue et titulaire de la Chaire de recherche en développement des collectivités (CRDC).



*Chaire de recherche du Canada en développement des
collectivités (CRDC)*

Série Développement régional no. 3

ISBN : 2-89251-138-0

Janvier 2003



UNIVERSITE DU QUEBEC EN OUTAOUAIS

*Ce cahier a été rendu possible grâce à une collaboration de
la CRDC et de l'ARUC en économie sociale*

TABLE DES MATIÈRES

PREAMBULE : UNE SERIE DE PORTRAITS SUR L’OUTAOUAIS	1
INTRODUCTION: L’ECONOMIE SOCIALE DANS LE MODELE QUEBECOIS DE DEVELOPPEMENT	2
DEFINITION DE L’ECONOMIE SOCIALE : UNE ENTREPRISE ECONOMIQUE ET SOCIALE	4
L’ECONOMIE SOCIALE EN CHIFFRES	7
L’économie sociale au Québec : un nouvel élan dans les deux dernières décennies (1980-2000)	7
L’économie sociale en Outaouais	8
<i>Les organisations communautaires en Outaouais</i>	<i>8</i>
<i>Une répartition inégale des organisations communautaires sur le territoire</i>	<i>9</i>
<i>Répartition des organisations dans chacune des sous-régions</i>	<i>10</i>
<i>Les pratiques communautaires sur le territoire de la Vallée-de-la-Lièvre et de la Petite-Nation</i>	<i>12</i>
<i>Des organisations communautaires qui interviennent dans de multiples secteurs</i>	<i>13</i>
<i>Les organisations pour les femmes en Outaouais</i>	<i>14</i>
<i>Les organisations pour les hommes en Outaouais</i>	<i>15</i>
<i>Les Centres de la Petite Enfance (CPE)</i>	<i>15</i>
<i>Les Carrefours Jeunesse-emploi</i>	<i>16</i>
<i>Le Centre de formation en entreprise et récupération (CFER) de l’Outaouais</i>	<i>17</i>
<i>Les entreprises d’économie sociale en aide domestique (EESAD)</i>	<i>18</i>
<i>Les OBNL dans le secteur de l’habitation</i>	<i>19</i>
<i>L’Organisme de développement et d’entraide communautaire (ODEC)</i>	<i>20</i>
<i>Les cuisines collectives</i>	<i>20</i>
<i>Les coopératives</i>	<i>21</i>
<i>Les coopératives au Québec</i>	<i>21</i>
<i>Les coopératives en Outaouais</i>	<i>22</i>
<i>Les coopératives de services financiers : les Caisses populaires</i>	<i>25</i>

<i>La Fédération des coopératives d'habitation de l'Outaouais (FECHO)</i>	26
<i>Les coopératives Jeunesse de services (CJS)</i>	27
<i>La Coopérative funéraire de l'Outaouais (CFO)</i>	27
LES DISPOSITIFS PUBLICS ET ASSOCIATIFS DE DEVELOPPEMENT LOCAL ET REGIONAL QUI ONT UN VOLET D'ECONOMIE SOCIALE	28
Le palier régional	28
<i>Le Conseil Régional de Développement de l'Outaouais (CRDO)</i>	28
<i>L'économie sociale dans la planification stratégique et le plan d'action du CRDO</i>	29
<i>Un bilan des actions posées en matière d'économie sociale</i>	31
<i>La Coopérative de développement régional Outaouais-Laurentides (CDROL)</i>	31
<i>Le Conseil régional de la culture et le Conseil régional de l'environnement</i>	32
Le palier local	32
<i>Le Centre local de développement (CLD)</i>	33
<i>Les CLD en Outaouais</i>	35
<i>Un CLD en milieu rural, le CLD Papineau</i>	35
<i>Un CLD en milieu urbain, le CLD Gatineau</i>	36
<i>Les Municipalités Régionales de Comté (MRC)</i>	37
<i>Les Centres locaux d'emplois (CLE)</i>	37
<i>Les Corporations de Développement Économique Communautaire (CDÉC)</i>	38
<i>Les Sociétés d'aide au développement des collectivités (SADC)</i>	39
<i>Les Corporations de développement communautaire (CDC)</i>	40
<i>Les Centres Locaux de Services Communautaires (CLSC)</i>	41
Un appui financier pour les entreprises d'économie sociale	42
<i>La Société de diversification économique de l'Outaouais (SDEO)</i>	42
<i>La Régie Régionale de la Santé et des Services sociaux (RRSSS)</i>	42
<i>Centraide Outaouais</i>	43
<i>Le Fonds de lutte contre la pauvreté</i>	43
L'ECONOMIE SOCIALE ET L'UNIVERSITE DU QUEBEC EN OUTAOUAI (UQO)	44
<i>L'économie sociale sur le réseau Internet</i>	46
CONCLUSION	46

BIBLIOGRAPHIE	48
ANNEXE I: LA CHAIRE DE RECHERCHE DU CANADA EN DEVELOPPEMENT DES COLLECTIVITES (CRDC) DE L'UNIVERSITE DU QUEBEC EN OUTAOUAIS	55
ANNEXE II: MAITRISE EN DEVELOPPEMENT REGIONAL ET BACCALAURÉAT EN SCIENCES SOCIALES À L'UQO	57
ANNEXE III: LISTE DES ORGANISATIONS COMMUNAUTAIRES EN OUTAOUAIS PAR MUNICIPALITÉ	60
ANNEXE IV: LISTE DES COOPÉRATIVES EN ACTIVITÉS DANS LA RÉGION DE L'OUTAOUAIS, 2002	66
ANNEXE V: DÉFINITION DES TYPES DE COOPÉRATIVES	68
ANNEXE VI: TABLEAU RÉSUMANT LES OBJECTIFS DU CRDO EN MATIÈRE D'ÉCONOMIE SOCIALE, LES ACTIONS ET LES RÉSULTATS VISÉS	69
ANNEXE VII: PLAN D'ACTION DU CLD PAPINEAU EN MATIÈRE D'ÉCONOMIE SOCIALE	72
ANNEXE VIII: CINQ SITES DE RECHERCHE POUR SUIVRE L'ÉVOLUTION DE L'ÉCONOMIE SOCIALE ET DU DÉVELOPPEMENT LOCAL/RÉGIONAL	73
ANNEXE IX: QUELQUES SITES INTERNET PERTINENTS : OUTAOUAIS ET ECONOMIE SOCIALE	73

TABLE DES TABLEAUX ET DES FIGURES

TABLEAUX

Tableau 1 :	Répartition des organisations communautaires en Outaouais par sous-régions	10
Tableau 2 :	Répartition des organisations communautaires dans la nouvelle ville de Gatineau par secteurs	13
Tableau 3 :	Nombre de coopératives par secteur d'activité selon le type, 1999	25

FIGURES

Figure I:	Localisation des organisations, des coopératives et des dispositifs de développement de l'économie sociale en Outaouais	12
Figure II :	Répartition des coopératives en Outaouais par type 1999	24
Figure III :	Localisation des coopératives en Outaouais, 2002	26
Figure IV :	Nombre d'entreprises soutenus par les CLD au Québec selon le type de Fonds 1998-2000	35
Figure V :	Proportion des ressources financières attribuées par les CLD au Québec selon le type de Fonds 1998-2000	35
Figure VI :	Nombre d'entreprises soutenus par les CLD en Outaouais selon le type de Fonds 1998-2000	35
Figure VII :	Proportion des ressources financières attribuées par les CLD en Outaouais selon le type de Fonds 1998-2000	35
Figure VIII :	Proportion des ressources financières attribuées par le CLD Gatineau selon le type de Fonds 2001	38
Figure IX:	Répartition des ressources financières attribuées par la Régie aux organismes par territoire, année 1999-2000	44

Préambule

UNE SÉRIE DE PORTRAITS SUR L'OUTAOUAIS :

UN TREMPLIN POUR LA RECHERCHE EN DÉVELOPPEMENT LOCAL ET RÉGIONAL

L'étude du développement local et régional en Outaouais, région unique à plusieurs égards notamment aux plans de sa localisation géographique, de sa population et de son économie, mérite une attention toute particulière. Car l'Outaouais a pris, selon nous, un nouveau virage et s'est engagé, au cours des dernières années, vers une plus grande autonomie régionale.

Mais qu'en est-il vraiment ? Quelle est l'évolution de l'Outaouais ? Quelle est sa situation actuelle et où s'en va-t-elle ? Quels sont les principaux enjeux et les défis auxquels elle aura à faire face dans un avenir prochain ? Curieusement bien peu d'études portent sur cette région et encore moins sous l'angle du développement régional. Bien sûr, certains organismes possèdent leur propre portrait de la région, mais celui-ci n'est souvent axé que sur des préoccupations spécifiques. Quant à l'Université du Québec en Outaouais (UQO), elle n'a pas encore de portrait global de l'Outaouais. Compte tenu du double rôle de l'Université, celui d'être une source majeure de savoir dans la région et d'autre part de répondre aux nouveaux besoins qui se manifestent dans son milieu, il devenait donc urgent de se doter d'un véritable programme de recherche en la matière. D'autant plus que le développement régional est devenu une priorité de formation et de recherche à l'UQO¹. Plusieurs innovations récentes le prouvent bien. Des nouveaux programmes sont nés : nouvelle maîtrise en développement régional et nouveau baccalauréat en sciences sociales avec possibilité d'une mineure en développement local et régional². L'université compte aujourd'hui sur une nouvelle équipe professorale multidisciplinaire composée de sociologues, de politologues, d'historiens et de géographes. Et l'Université adoptait récemment un nouveau nom³ qui démontre bien toute l'importance de la dimension régionale.

Les objectifs spécifiques de ces portraits sont les suivants. D'abord, cette série donnera la possibilité aux étudiants tout comme aux professeurs, aux organismes du milieu ou au public en général, d'acquérir des connaissances nouvelles sur la région. Ensuite, en réalisant les portraits, nous voulons répertorier l'ensemble des informations démographiques, économiques, politiques, sociales et culturelles régionales. Nous espérons également qu'à la lecture de ces études, des questionnements, des hypothèses ou des solutions se manifesteront à l'esprit de la communauté et des chercheurs (étudiants ou professeurs) qui orienteront, par la suite, leur projet de recherche vers une problématique liée étroitement à la région. En somme, les portraits sont un tremplin pour créer d'autres projets et innover en matière de développement local et régional.

Ceci dit, à l'heure actuelle, la série comptera six portraits⁴ qui étudient la région de l'Outaouais selon les thématiques suivantes :

- **Portrait démographique**
- **Portrait économique**
- **Portrait social**
- **Portrait culturel**
- **Portrait du territoire**
- **Portrait de l'économie sociale**

Pour en savoir plus sur la problématique sous-jacente à ces portraits :

FAVREAU, Louis (2003). *Le développement des territoires : trois questions-clés*. Cahiers de la Chaire de recherche en développement des collectivités, Série Développement régional, no. 1.

¹ Voir annexe I pour les principaux axes de recherche de la Chaire de recherche en développement des collectivités (CRDC).

² Pour plus d'information, consultez l'annexe II et le site de l'UQO : <http://www.uqo.ca>

³ L'Université du Québec à Hull (UQAH) s'appelle aujourd'hui l'Université du Québec en Outaouais.

⁴ Certains portraits sont déjà publiés, d'autres sont en chantier et seront publiés prochainement.

L'ÉCONOMIE SOCIALE DANS LE MODÈLE QUÉBÉCOIS DE DÉVELOPPEMENT

Le modèle québécois de développement n'est pas statique. Au contraire, il se renouvelle constamment pour s'adapter aux nouvelles réalités socio-économiques. C'est dans ce contexte que l'économie sociale, redécouverte au cours de la dernière décennie comme stratégie d'intervention pour favoriser le développement local et régional, devient une composante essentielle de ce nouveau modèle au Québec comme dans ses régions.

Les acteurs sociaux du Québec de la dernière décennie (1990-2000) sont en quelque sorte à réinventer graduellement, en se servant de l'État québécois comme d'un levier, une nouvelle génération d'organisations et d'institutions permettant de stimuler la restructuration de l'économie québécoise, dans un sens qui tient davantage compte de l'intérêt social général et donc des deux dimensions, sociale et économique, du développement (Favreau, 2002 : 201).

Ainsi, trois types d'économies se croisent au Québec : l'économie publique (50%), l'économie privée (42%) et l'économie sociale (8%) (Comeau, Favreau, Lévesque et Mendell, 2001).

Nouvelle l'économie sociale ? Selon Comeau et *al.* (2001), l'économie sociale est aussi vieille que le capitalisme. Au Québec, ils distinguent d'ailleurs quatre générations d'économie sociale :

- 1860-1930 : naissance de mutuelles, de coopératives agricoles et de coopératives dans le secteur de l'épargne et du crédit.
- 1930-1970 : le mouvement coopératif se diversifie et s'élargit.
- 1970-1980 : des organisations utilisent la formule d'organisme à but non lucratif (OBNL) pour développer des entreprises d'économie sociale.
- 1980-... : des organisations communautaires sont directement branchées sur la question de l'emploi et on assiste à la croissance de fonds de développement.

L'économie sociale a toutefois pris un nouvel envol en 1995 avec la Marche des femmes contre la pauvreté qui avait comme revendication principale la mise en place d'un programme d'infrastructures sociales procurant des emplois accessibles aux femmes. En réponse à cette revendication, le gouvernement créait un Comité d'orientation et de concertation sur l'économie sociale et mettait en place des Comités régionaux d'économie sociale (CRES) dans les régions qui seront, par la suite, arrimés aux Conseils Régionaux de Développement (CRD). L'année 1996 est également déterminante lors du Sommet sur l'économie et l'emploi, lorsque le gouvernement s'engage à soutenir l'économie sociale et met en place un Groupe le travail sur l'économie sociale qui deviendra par la suite le Chantier de l'économie sociale. Devenu en 1999 une corporation autonome à but

non lucratif, le Chantier a pour principale mission de “ promouvoir l'économie sociale comme partie intégrante de la structure socio-économique du Québec et ce faisant, de faire reconnaître le caractère pluriel de notre économie ” (<http://www.chantier.qc.ca/> consulté en octobre 2002). En 1997, le gouvernement reconnaît formellement l'économie sociale dans le cadre de sa Politique de soutien au développement local et régional (aussi appelé livre blanc ou réforme Chevrette). L'État vient ainsi renforcer les mandats des Conseils Régionaux de Développement dans les régions (l'économie sociale est l'une des composantes de ce mandat) et dote les collectivités locales de Centres Locaux de Développement (CLD) destinés à soutenir l'entrepreneuriat autant collectif que privé avec des fonds dont l'un est spécifiquement voué à l'économie sociale. Ce modèle de développement où l'économie sociale prend une place certaine est unique au Québec qui est devenu un exemple pour plusieurs régions, lesquelles sont à la recherche d'alternative au modèle capitaliste de développement.

L'économie sociale dans le développement de la région de l'Outaouais

En Outaouais, quelle place occupe l'économie sociale ? Quelle est son évolution au cours des dernières années ? Quels sont les principaux acteurs aux paliers régional et local qui soutiennent les entreprises d'économie sociale ? Comment cette dernière s'insère-t-elle dans les planifications stratégiques et les plans d'action ? Et quels sont les fonds disponibles et les types de projets qu'ils soutiennent?

Sans prétendre répondre à toutes ces questions, nous avons toutefois voulu dresser un premier portrait de l'économie sociale dans la région à partir des données déjà existantes. Le portrait s'appuie également sur des données à l'échelle québécoise afin de préciser la place prise par cette économie au Québec.

À partir des données en provenance de diverses sources, le portrait de l'économie sociale en Outaouais est construit en cinq principales sections.

1. D'abord, l'économie sociale étant sujette à plusieurs interprétations, nous débutons le portrait en définissant ce concept.
2. Ensuite, nous dressons un portrait des entreprises d'économie sociale au Québec et principalement dans l'Outaouais.
3. Par la suite, nous portons notre regard sur les conseils et les organisations régionales et locales en Outaouais qui soutiennent et développent l'économie sociale.

4. Nous discutons brièvement des préoccupations de l'Université du Québec en Outaouais en matière d'économie sociale.
5. Enfin, en conclusion, nous dégageons les principaux constats de la situation de l'économie sociale en Outaouais.

DÉFINITION DE L'ÉCONOMIE SOCIALE : UNE ENTREPRISE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

Qu'est-ce que l'économie sociale? Même si de plus en plus on s'entend au Québec sur une définition de base, l'économie sociale reste encore sujette à plusieurs interprétations. Avant de dresser le portrait de cette économie, il nous apparaît donc essentiel de clarifier ce concept.

La définition de l'économie sociale proposée par le Chantier de l'économie sociale lors du Sommet sur l'économie et l'emploi en 1996 (rapport "Osons la solidarité") et adoptée par le gouvernement du Québec forme une définition de base solide sur laquelle nous appuyons ce portrait. Cette définition combine deux termes : économie et sociale.

Économie

L'économie sociale dans sa dimension économique " renvoie à la production concrète de biens ou de services ayant l'entreprise comme forme d'organisation et contribuant à une augmentation nette de la richesse collective " (<http://www.chantier.qc.ca/> consulté en novembre 2002). Les entreprises d'économie sociale produisent donc, tout comme les entreprises privées, des biens ou des services; elles investissent ainsi dans l'économie locale et créent des emplois. Selon Favreau, l'objectif économique de ces entreprises est bien présent et récurrent : l'entreprise d'économie sociale doit réaliser un certain profit pour assurer sa viabilité économique, elles visent donc à conquérir une part de marché (conférence 2002)⁵. Car l'entreprise d'économie sociale qui peut prendre la forme de coopératives ou d'organismes à but non lucratif (OBNL) n'est pas limitée à un seul secteur d'activité. Elles évoluent en fait dans de multiples secteurs comme l'alimentation, l'immobilier, la santé, l'éducation, la culture, le tourisme, le loisir, le transport, les ressources naturelles et bien d'autres. Ce qui distingue en fait les entreprises d'économie sociale réside dans le fait qu'elles associent des personnes pour entreprendre autrement selon l'expression fort

⁵ Conférence donnée par Louis Favreau dans le cadre d'un cours à la maîtrise en développement régional à l'Université du Québec en Outaouais.

heureuse de l'économiste Danièle Demoustier dans son dernier ouvrage : *L'économie sociale et solidaire : s'associer pour entreprendre autrement* (2001)⁶.

Sociale

L'économie sociale dans sa dimension sociale

réfère à la rentabilité sociale, et non purement économique de ces activités. Cette rentabilité s'évalue par la contribution au développement démocratique, par le soutien d'une citoyenneté active, par la promotion de valeurs et d'initiatives de prise en charge individuelle et collective. La rentabilité sociale contribue donc à l'amélioration de la qualité de vie et du bien-être de la population, notamment par l'offre d'un plus grand nombre de services. Tout comme pour le secteur public et le secteur privé traditionnel, cette rentabilité sociale peut aussi être évaluée en fonction du nombre d'emplois créés (<http://www.chantier.qc.ca/> consulté en novembre 2002).

⁶ Pour approfondir davantage le concept de l'économie sociale, voici quelques références pertinentes. D'abord, en ce qui a trait aux travaux de recherche, nous vous référons d'une part à la revue *Économie et solidarité*, spécialisée dans le domaine et d'autre part, à la Collection *Pratiques et politiques sociales et économiques* aux Presses de l'Université du Québec (<http://www.puq.quebec.ca/>). Ensuite, nous vous suggérons des ouvrages québécois, français et belges qui contribuent à la recherche dans le domaine de l'économie sociale, pour le Québec de :

FAVREAU, Louis et Benoît LÉVESQUE (1996). *Développement économique communautaire, économie sociale et intervention*. Collection Pratiques et politiques sociales et économiques, Presses de l'Université du Québec, 256 pages.

COMEAU, FAVREAU, LÉVESQUE ET MENDELL (2001). *Emploi, économie sociale et développement local, les nouvelles filières*. Collection Pratiques et politiques sociales et économiques, Presses de l'Université du Québec, 336 pages.

FAVREAU, Louis et Lucie FRÉCHETTE (2002). *Mondialisation, économie sociale, développement local et solidarité internationale*. Collection Pratiques et politiques sociales et économiques, Presse de l'Université du Québec, 201 pages.

Pour la France, nous vous référons aux ouvrages suivants :

DEMOUSTIER, Danièle (2001). *L'économie sociale et solidaire : s'associer pour entreprendre autrement*. Paris, Syros, 206 pages.

BIDET, Éric (2000). Économie sociale : un éclairage théorique sur un concept méconnu.. *Revue et Économie et Solidarité*, No. 31-2, p.64 à 81.

BIDET, Éric (1997). *L'économie sociale*. Paris, Édition le monde, Collection Marabout, 212 pages.

LAVILLE, Jean-Louis (sous la direction) (1994). *L'économie solidaire une perspective internationale*. Paris, Édition Desclée de Brouwer, Collection sociologie économique, 334 pages.

Pour la Belgique, nous vous référons à l'ouvrage suivant :

DEFOURNY, Jacques, Patrick DEVELTÈRE et Bénédicte FONTENEAU (1999). *L'économie sociale au Nord et au Sud*. Ouvertures économiques, De Boeck Université, 280 pages.

Pour affiner davantage la compréhension des motivations sous-jacentes aux entreprises d'économie sociale, selon Favreau, trois principales raisons incitent les entrepreneurs sociaux à démarrer une entreprise (Conférence 2002). Les voici :

- pour répondre à des besoins sociaux précis dans une communauté;
- pour reconstruire une identité par la création d'un projet collectif (réseau);
- pour faire une économie autrement et changer la société en participant au mieux-être de la collectivité (volonté de transformation sociale).

Des entreprises enracinées dans leurs collectivités

Selon Vaillancourt et Favreau, trois éléments distinguent la nouvelle génération d'entreprises d'économie sociale (1980 à aujourd'hui) des précédentes : “ les demandes sociales auxquelles ces initiatives cherchent à répondre; les acteurs qui les animent; la volonté explicite de changement social ” (2000 : 2). Ces caractéristiques tissent des liens étroits entre le territoire et l'entreprise d'une part parce que les entrepreneurs sociaux sont issus du milieu. D'autre part, ce type d'entreprise utilise les ressources et les forces du milieu. De plus, l'entreprise a comme principal objectif le développement socio-économique de sa collectivité. Ainsi, les entreprises d'économie sociale sont des acteurs importants qui participent pleinement au développement local et régional. En outre, selon les observations de l'Association des régions du Québec, l'économie sociale aurait un impact certain sur le renforcement d'une culture entrepreneuriale collective, sur la diversification de l'économie, sur la création d'emplois et la consolidation d'emplois précaires, sur la réponse apportée à des besoins sociaux par des projets économiquement viables et sur la revitalisation des milieux de vie (Association des régions du Québec, 2000 : 5-6), tous des objectifs inscrits à l'agenda du développement des régions et des collectivités québécoises. Dans l'Outaouais aussi.

La définition de l'économie sociale étant davantage clarifiée, nous pouvons dès lors dresser son portrait pour la région de l'Outaouais.

L'ÉCONOMIE SOCIALE EN CHIFFRES

L'ÉCONOMIE SOCIALE AU QUÉBEC : UN NOUVEL ÉLAN DANS LES DEUX DERNIÈRES DÉCENNIES (1980-2000)

Au Québec, l'économie sociale a connu un formidable essor au cours des deux dernières décennies. C'est du moins le constat qui émane d'une étude réalisée par le Comité sectoriel de main-d'œuvre de l'économie sociale et de l'action communautaire (CSMO-ESAC)⁷. Selon ces données, le Québec compterait 6 254 entreprises d'économie sociale en l'an 2000 réparti comme suit : 63% sont des organismes à but non lucratif (OBNL) et 37% sont des coopératives. Ces entreprises procurent de l'emploi à 65 028 personnes (69% dans les OBNL et 21% dans les coopératives) et leurs chiffres d'affaires totalisent 4,3 milliards \$ (30% pour les OBNL et 70% pour les coopératives). L'économie sociale représente donc au Québec un important secteur de l'économie qui est déjà bien implanté et qui comporte des caractéristiques particulières. Voyons lesquelles.

D'abord, toujours selon l'enquête du CSMO, 65% des organisations et des entreprises d'économie sociale existent depuis plus de 10 ans et 22% depuis plus de 20 ans, démontrant hors de tout doute la durabilité de ce type d'entreprises.

Ensuite, l'enquête vient confirmer l'ancrage et le lien de ces organisations dans leur communauté par deux constats. D'une part, les usagers des services occupent 40% des sièges dans les conseils d'administration et d'autre part, 87% des entreprises d'économie sociale concentrent leurs activités sur le territoire régional que ce soit au niveau de l'ensemble de la région administrative (17%), dans plusieurs municipalités (41%), dans leur municipalité ou dans leur quartier (29%).

Par ailleurs, les sources de financement des entreprises d'économie sociale proviennent à 64% de revenus gouvernementaux tandis que 36% sont générés par les entreprises elles-mêmes. Ces entreprises sont généralement des petites et des moyennes entreprises car elles emploient entre 2 et 40 personnes pour une moyenne de 12 personnes. Elles se distinguent également des autres par leur main-d'œuvre qui est, dans 60% des cas, âgée de plus de 35 ans, majoritairement composée de femmes (76%) et fortement scolarisée (43% détiennent un diplôme universitaire et 31% un diplôme collégial).

⁷ Le Comité sectoriel de main-d'œuvre Économie sociale et Action communautaire (CSMO-ESAC) est un organisme à but non lucratif créé en 1997 qui a pour mission de favoriser et de consolider la concertation et le partenariat afin de résoudre les problèmes de main-d'œuvre communs aux entreprises et aux organismes du secteur. Pour en savoir plus : <http://www.csmoesac.qc.ca/>

Cette enquête campe bien l'état de l'économie sociale au Québec. Pour l'Outaouais, quelle est la situation ?

L'ÉCONOMIE SOCIALE EN OUTAOUAIS

En Outaouais, un portrait statistique de l'économie sociale, tel que celui du Québec, n'existe pas⁸. Il y a bien plusieurs données sur les coopératives qui nous permettent de dresser un portrait statistique de base pour cette catégorie d'entreprises sociales. Mais les données sur les OBNL sont éparpillées ici et là et classifiées par catégories ou sous-régions. Malgré cette lacune, nous avons tenté d'estimer le nombre d'organisations communautaires. Il va sans dire que ces chiffres sont une première esquisse et demanderont une vérification plus serrée dans le futur. Par contre, au cours des dernières années, certaines organisations, dont la Chaire de recherche en développement des collectivités (CRDC)⁹ et le Centre d'étude et de recherche en intervention sociale (CÉRIS)¹⁰ de l'Université du Québec en Outaouais (UQO) ont produit des études sur des entreprises d'économie sociale en Outaouais. Ces dernières seront brièvement présentées dans cette section.

Ainsi, d'après nos estimations préliminaires, l'Outaouais compterait au moins 332 entreprises d'économie sociale réparties comme suit : organisations communautaires (71%) et coopératives (29%). Rappelons que pour le Québec 37 % sont des coopératives. Nous présentons les données pour ces deux groupes dans la partie qui suit.

Les organisations communautaires en Outaouais

À notre connaissance, il n'existe pas de liste exhaustive des organisations communautaires pour l'ensemble de la région de l'Outaouais. Par contre, quatre sources nous ont permis de recenser une bonne partie de ces organisations. D'abord, le Secrétariat à l'action communautaire autonome du Québec (SACA) recense les organisations communautaires sur une base volontaire. Pour y figurer l'organisation doit compléter un formulaire. La deuxième liste est tenue par le ministère de la Santé et des Services Sociaux du Québec qui recense les organisations qui œuvrent dans le domaine de la santé et des services sociaux. En troisième

8 En 1996, un portrait de l'économie sociale dans l'Outaouais a été réalisé par le Bureau de Liaison Université-Milieu (BLUM) pour le Comité régional d'économie sociale. Toutefois, à l'époque, la définition de l'économie sociale était sujette à plusieurs interprétations. L'étude intègre trop d'organismes de toute sorte (ex. : Club de lion, Festival, Chevalier de Colomb, Scout et Guide, etc.). Ces types d'organismes ne faisant pas partie de l'économie sociale, nous ne pouvons référer à cette étude.

9 Autrefois connu sous le nom de la Chaire de recherche en développement communautaire (CRDC).

10 Autrefois connu sous le nom du Groupe d'étude et de recherche en intervention sociale (GÉRIS).

lieu, puisque nous ne retrouvons pas les Centres de la petite enfance dans ces listes, nous avons eu recours aux données du Ministère de la Famille et de l'enfance pour la liste de ces centres. Enfin, le Centre d'activités promotionnelles en santé de l'Outaouais (C.A.P. Santé) est une organisation communautaire à caractère régional qui tient un bottin des ressources que nous avons pu consulter via leur site Internet. Évidemment, lorsqu'une organisation était inscrite dans plus d'une liste, nous avons effectué une seule compilation. La combinaison de ces quatre listes nous permet d'affirmer que l'Outaouais compte, au minimum, 237 organisations communautaires¹¹ (l'annexe III présente l'ensemble des organisations répertoriées).

Une répartition inégale des organisations communautaires sur le territoire

Pour évaluer la répartition des organisations sur le territoire Outaouais, nous avons d'abord localisé ces organisations selon les cinq sous-régions et calculée par la suite, leur proportion par rapport à l'ensemble des organisations dans la région. Nous avons ensuite comparé cette proportion avec le poids démographique des sous-régions¹² (voir tableau 1). De cette comparaison, quelques constats se dégagent.

Tableau 1 : Répartition des organisations communautaires en Outaouais par sous-régions

Sous-régions	nombre d'OBNL	%	Poids de la population
Nouvelle ville de Gatineau	169	71	71
Papineau	19	8	7
Pontiac	16	7	5
Vallée-de-la-Gatineau	19	8	7
Collines	14	6	11
Total	237	100	100

Tout d'abord, la nouvelle ville de Gatineau concentre 71% des organisations communautaires. Ce qui coïncide avec le poids démographique de la population sur le territoire.

Ensuite, la répartition des organisations communautaires est similaire pour les quatre MRC (entre 6% et 8%). Toutefois, même si le Pontiac concentre 7% des organisations, il se démarque des autres sous-régions car son poids démographique est le plus faible de la région (5%).

¹¹ Ce nombre est minimal car plusieurs organisations communautaires ne sont pas inscrites dans ces listes.

¹² Pour en savoir plus, voir le portrait démographique de l'Outaouais par Chantale Doucet, sous la direction de Louis Favreau et Martin Robitaille.

Par ailleurs, la proportion des organisations communautaires dans la MRC Papineau et celle de la Vallée-de-la-Gatineau (8%) est similaire à leur poids démographique (7%).

Enfin, même si la MRC des Collines est la deuxième sous-région en importance dans la région (11% de la population y réside), c'est elle qui compte le moins d'organisations communautaires sur son territoire (6%). C'est d'ailleurs le même constat qui se dégage pour les entreprises privées qui sont, tout comme les entreprises sociales, peu nombreuses sur ce territoire.

Les organisations communautaires sont également inégalement réparties à l'intérieur des sous-régions.

Répartition des organisations dans chacune des sous-régions

Dans la MRC de la Vallée-de-la-Gatineau, les organisations sont majoritairement concentrées à Maniwaki, ville centre. Dans la MRC du Pontiac et de Papineau, même si les organisations sont plus nombreuses dans la municipalité la plus peuplée (Campbell's Bay dans le cas du Pontiac et Saint-André-Avellin pour Papineau), il y a tout de même une certaine dispersion. Enfin, dans la MRC des Collines, les organisations sont davantage dispersées sur le territoire (voir figure 1).

Dans la nouvelle ville, en comparant le nombre d'organisations par secteur et le nombre d'habitants, deux pôles se démarquent (voir tableau 2). Premièrement, le secteur de Hull abrite 49% des organisations communautaires contre 29% de la population, ce qui fait de lui un pôle important non seulement dans la nouvelle ville mais également dans l'Outaouais. Les organisations qui ont pignon sur rue à Hull ont souvent une portée régionale et sont donc situées dans la ville centre, ce qui explique cette forte concentration.

Le deuxième pôle qui se démarque est celui de Buckingham avec un poids démographique dépassant à peine les 5% mais concentrant 9% des organisations communautaires de la nouvelle ville. En fait, cette forte proportion s'explique en partie par le fait que plusieurs organisations installées à Buckingham desservent également la MRC Papineau. Par exemple, le Carrefour Jeunesse-emploi Papineau et la Corporation de développement communautaire (CDC) Rond Point, tous deux localisés à Buckingham, offrent des services aux organisations situées dans la Vallée-de-la-Lièvre et dans la Petite-Nation¹³. Les pratiques communautaires sur ce territoire d'appartenance ont d'ailleurs fait l'objet d'une étude intéressante qui démontre leur engagement économique et social dans ces communautés.

Tableau 2 : Répartition des organisations communautaires dans la nouvelle ville de Gatineau par secteurs

Secteurs	Nombre d'OBNL	%	Poids de la population
Aylmer	16	9	16
Buckingham	16	9	5
Gatineau	51	30	46
Hull	83	49	29
Masson-Angers	3	2	4
total	169	100	100,0

Les pratiques communautaires sur le territoire de la Vallée-de-la-Lièvre et de la Petite-Nation

En 1998, la Corporation de Développement Communautaire Rond Point réalisait une étude qui visait à connaître davantage les pratiques communautaires sur le territoire de la Vallée-de-la-Lièvre et de la Petite-Nation (Tessier, 1998). L'enquête qui porte sur 39 organisations démontre qu'entre 1989 et 1998, le nombre d'organisations a doublé sur le territoire.

Cette croissance dans le développement des groupes met en perspective les réponses du milieu communautaire à des courants sociaux qui ont traversé les organismes et au sein desquels ces derniers tentent d'offrir des réponses. Nationalisme québécois, courant marxiste, mouvements écologique et féministe et la récession de 1981 entraînant un chômage massif et de

¹³ La Vallée-de-la-Lièvre ne correspond pas aux limites mercéennes mais regroupe plusieurs municipalités dont Buckingham, Masson-Angers, les municipalités au sud de la MRC de la Vallée de la Gatineau et celles à l'est de la MRC des Collines. Quant à la Petite-Nation, ses limites recoupent celle de la MRC Papineau.

nombreuses fermetures d'entreprises sont autant de situations sociales à l'origine desquelles des organismes communautaires ont vu le jour (Tessier, 1998 : 18).

L'impact de ces 39 services sur la population locale est important. En effet, l'étude estime que ces organisations, qui interviennent dans divers secteurs, comptent un minimum de 9 184 personnes usagers en 1998. Au cours de l'année 1996-1997, ces organisations emploient 162 travailleurs et 95 autres travailleurs sont engagés à travers des programmes d'employabilité. De plus, 1 338 bénévoles ont été actifs au sein de ces organisations, générant un total de 86 404 heures de travail non rémunéré. Au total, ce sont 11 063 personnes qui ont été rejoint par ces organisations communautaires, soit 25% de la population sur le territoire (usagers + employés + bénévoles + employés par le biais de programme d'employabilité)¹⁴.

Les sources de financement de ces organisations proviennent à 65% de l'État et 35% des revenus sont générés par l'organisation, ce qui est comparable à l'ensemble du Québec (64% et 36%). Toutefois, si l'on ajoute les sources de revenus indirects générés par le travail des bénévoles, la portion financée par le gouvernement glisse à 49%.

La population locale bénéficie donc largement des services offerts par ces organisations qui sont également des créateurs d'emploi et des générateurs de revenus dont les retombées sont importantes. Même si nous ne disposons pas d'informations statistiques similaires pour le reste du territoire, nous pouvons présumer, avec les quelques exemples d'organisations communautaires présentées dans la partie qui suit, que ces impacts sont sensiblement les mêmes pour l'ensemble de l'Outaouais.

Des organisations communautaires qui interviennent dans de multiples secteurs

Les organisations communautaires de l'Outaouais offrent des services dans de multiples secteurs et à des clientèles variées (les personnes souffrant de maladie physique ou mentale, les jeunes, les personnes âgées, les personnes démunies ou itinérantes, les alcooliques et autres toxicomanes, les familles, les femmes, les hommes, les communautés culturelles, les enfants, les adolescents, les locataires, etc.). Des organisations telles que les Centres de la petite enfance (CPE), les Carrefours jeunesse-emploi (CJE), le Centre de formation en entreprise et récupération (CFER) de l'Outaouais, les entreprises d'économie sociale en aide domestique (EESAD), les cuisines collectives, les organisations communautaires dans le secteur du logement, l'Organisme de développement et d'entraide communautaire (ODEC) et ceux qui interviennent auprès des femmes et des pères ont fait

¹⁴ En 1996, la Vallée-de-la-Lièvre et la Petite-Nation comptent 44 789 habitants.

l'objet d'études particulières dans l'Outaouais. Ces entreprises d'économie sociale sont brièvement présentées dans la partie qui suit.

Les organisations pour les femmes en Outaouais

Selon le Conseil du statut de la femme, 41 groupes de femmes offrent des services dans la région de l'Outaouais :

sept interviennent auprès des victimes de violence conjugale et un auprès des victimes d'agressions sexuelles; quatre se préoccupent de la périnatalité; deux s'intéressent à l'intégration des femmes au marché du travail; un travaille plus particulièrement avec les femmes immigrantes et un auprès des femmes ayant eu des démêlés avec la justice; un regroupe des femmes artistes et deux des femmes d'affaires et professionnelles. Enfin, la Clinique des femmes existe toujours et une Maison des naissances a désormais pignon sur rue. D'autres groupes sont polyvalents : les centres de femmes, par exemple, utilisent une approche globale, multisectorielle et intégrée. Ils offrent des services d'information, de relation d'aide, de référence et des ateliers de formation personnelle. Aux côtés des comités de condition féminine au sein de cinq syndicats, on trouve aussi deux syndicats qui regroupent des femmes de la région; l'un est formé d'agricultrices et l'autre de travailleuses en garderie (Conseil du Statut de la femme, 2000 : 40).

Ces ressources sont principalement concentrées dans la nouvelle ville de Gatineau même si, dans les MRC, les besoins sont souvent criants. C'est du moins le message lancé par des participantes de la Marche des femmes d'octobre 2000 à Papineauville dans la MRC Papineau qui ont répondu à une fiche d'évaluation qui visait à évaluer les activités de la journée et à s'informer sur les besoins des femmes en matière d'activités de solidarité. Parmi les 64 répondantes qui ont complété ces fiches, plusieurs ont manifesté le désir d'avoir une organisation ou un réseau qui se préoccupe des besoins des femmes sur le territoire de la MRC Papineau (Doucet, 2001). Face à cette forte demande sociale, le comité organisateur de la Marche a donc décidé de poursuivre ses activités et de créer une organisation qui répond aux besoins de la population féminine locale. Ainsi est née, en octobre 2002, la Corporation " Les Elles de la Petite-Nation " qui a pour objectifs :

d'opérer et administrer une ressource pour les femmes du territoire de la Petite-Nation, de promouvoir les intérêts économiques, sociaux, familiaux des femmes, de suggérer aux différents gouvernements et organismes des politiques sociales, économiques et judiciaires pour améliorer la condition féminine; d'organiser des services et des activités pour l'épanouissement des femmes et plus particulièrement pour favoriser leur développement économique (Les Elles de la Petite-Nation, 2001).

Les femmes outaouaises peuvent donc compter, de plus en plus, sur ces associations pour répondre à leurs besoins. Qu'en est-il pour les hommes?

Les organisations pour les hommes en Outaouais

Il n'existe pas d'étude qui répertorie les organisations pour les hommes dans l'Outaouais. Toutefois, dans une étude qui vise à connaître si les besoins des pères sont remplis par les ressources existantes en Outaouais, Annie Devault (2000) dégage trois constats. D'abord, il y a peu de ressources pour les pères dans l'Outaouais. L'étude en recense cinq seulement. Ensuite, ces ressources répondent à des besoins pressants : “ les ressources existantes sont orientées vers les pères qui éprouvent des difficultés spécifiques (i.e., divorce, violence, abus). Très peu de services existent pour les pères de la population générale” (Devault, 2000 : 9). Enfin, la majorité de ces services sont récents.

Si les entreprises d'économie sociale outaouaise semblent offrir peu de services spécifiquement pour les hommes, elles sont toutefois bien implantées aux niveaux des Centres de la Petite Enfance (CPE) qui répondent aux besoins des familles avec de jeunes enfants.

Les Centres de la Petite Enfance (CPE)

En 1997, la nouvelle politique familiale du Québec met en place dans les régions des Centres de la Petite Enfance (CPE) qui offrent à la population québécoise des services de garde en milieu familial et en “ installation ”¹⁵ à contribution réduite (5\$ par jour). Selon les données de l'Institut de la statistique du Québec (ISQ), l'Outaouais compterait 40 CPE en 1997 (29 en “ installation ” et 11 en milieu familial) qui offre au total 3 291 places soit 5,7 % des places disponibles au Québec. L'ISQ estime, en 1996, que l'Outaouais compte 4,8% de la population âgée de 5 ans et moins au Québec. D'après ce chiffre, la région serait donc favorisée au niveau du nombre de places disponibles en CPE comparativement à d'autres régions québécoises. Toutefois, les besoins en garderie sont probablement plus nombreux en Outaouais pour deux raisons. D'abord, le taux d'emploi y est plus élevé et ce, pour les hommes et pour les femmes¹⁶. Ensuite, la région enregistre, depuis plusieurs

¹⁵“ Depuis l'adoption de la politique familiale du gouvernement du Québec, en vigueur depuis le 1er septembre 1997, le mode de garde régi porte le nom de service de garde en "installation". Chaque installation ne peut accueillir plus d'enfants que le nombre indiqué à son permis, la capacité maximale est établie à 80 enfants ” (<http://www.fcpeq.qc.ca/>).

¹⁶ Pour en savoir plus voir le portrait économique de l'Outaouais : <http://www.uqo.ca/observer/>

années, une forte croissance démographique¹⁷. D'ailleurs, ce type d'entreprises est toujours en demande en Outaouais puisque 20 nouveaux projets de CPE sont en attente (Radio-Canada, 2002). De plus, l'économie sociale domine ce type de service car en comparaison, il n'y a que 7 garderies privées (314 places). En 2002, le répertoire du Ministère de la Famille et de l'enfance répertorie 45 CPE en Outaouais qui emploient 1 366 employés à temps plein en Outaouais.

Malgré ce succès, le gouvernement remet en question, pour des raisons financières, l'avenir des CPE. Et ce, même si ces centres répondent à des besoins actuels de la population. Tout comme les Carrefours Jeunesse-Emploi qui sont des entreprises d'économie sociale qui soutiennent les jeunes adultes et que nous vous présentons dès l'instant.

Les Carrefours Jeunesse-emploi

Selon le Réseau des Carrefours Jeunesse-emploi, le Québec comptait 106 Carrefours Jeunesse-emploi (CJE) en 2002¹⁸. Les CJE sont des organisations à non but lucratif qui offrent des services aux jeunes adultes de 16 à 35 ans pour trouver un emploi, pour retourner aux études ou pour démarrer une entreprise. Le premier CJE a été fondé dans l'Outaouais en 1983 sous l'initiative d'intervenants sociaux du CLSC qui étaient préoccupés par la situation des jeunes de Gatineau " car en 1983, l'Outaouais avait les plus forts taux de chômage et de décrochage de tout le Québec " (Beaudoin et Favreau, 2000 : 9). En 1996, parrainées par le CJE de l'Outaouais, ces organisations s'implantent ailleurs au Québec. " Le gouvernement québécois a reconnu formellement cet organisme comme un modèle d'organisme communautaire d'insertion et a favorisé sa diffusion dans toutes les régions du Québec " (Beaudoin et Favreau, 2000 : 3). Aujourd'hui, quatre CJE sont implantés en Outaouais et offrent des services sur l'ensemble du territoire régional : le CJE Outaouais (Gatineau, Hull) avec, depuis 2001, un point de services à Aylmer; le CJE de Papineau situé à Buckingham, avec un point de service à Saint-André-Avellin dans la MRC Papineau; le CJE du Pontiac et le CJE de la Vallée-de-la-Gatineau.

Les Carrefours ont un impact important pour les jeunes adultes dans la région :

¹⁷ Pour en savoir plus voir le portrait démographique de l'Outaouais par Chantale Doucet, sous la direction de Louis Favreau et Martin Robitaille.

¹⁸ Le Réseau a pour mission de regrouper et de représenter les Carrefours Jeunesse-emploi afin de développer, de promouvoir et de défendre collectivement une approche communautaire adaptée aux besoins locaux, visant à favoriser l'intégration sociale et économique des jeunes adultes québécois (<http://www.cjereseau.org/mission.html>).

Le volume des activités d'insertion du CJEO a considérablement augmenté dès la fin de la décennie 1980 et, au début des années 1990, le CJE est devenu une organisation relativement importante par son appartenance au milieu communautaire de l'Outaouais, sa clientèle et ses ressources humaines plus nombreuses; son budget de fonctionnement, la diversité de ses bailleurs de fonds et de ses partenaires, etc. (Assogba, 2000 : 75).

Le Carrefour Jeunesse-emploi de l'Outaouais (CJEO), qui dessert les secteurs de Aylmer, Gatineau et Hull, a d'ailleurs vérifié l'importance de ses retombées en 2001 avec un sondage auprès des usagers et avec une compilation annuelle de statistique. D'abord, le sondage révèle que 98,4% de la clientèle recommande les services du CJEO et 98,4% affirment que le CJEO répond à leurs besoins spécifiques. De plus, le niveau de motivation des usagers passe de 64,3% à 89% suite à leur démarche au sein du CJEO et 89% des personnes interrogées passent à l'action. Ensuite, dans son rapport d'activité, le CJEO estime que 2 708 jeunes adultes ont participé à des démarches structurées pour l'année 2001-2002. Sur ce nombre, 519 sont retournés aux études, 1 248 ont occupé un nouvel emploi, 11 ont démarré une entreprise et 45 se sont maintenus en affaire.

Ici encore, cette entreprise d'économie sociale profite aux collectivités et particulièrement aux jeunes adultes. Pour cette même clientèle, l'Outaouais compte également sur d'autres organisations notamment des entreprises d'insertion comme le Centre de formation en entreprise et récupération (CFER).

Le Centre de formation en entreprise et récupération (CFER) de l'Outaouais

On compte 21 Centres de formation en entreprise et récupération (CFER) au Québec dont un en Outaouais. Le CFER de l'Outaouais, organisation à but non lucratif, est une entreprise de recyclage qui vise l'insertion professionnelle des jeunes en offrant une formation en atelier de tri et de travail en imprimerie. " Le CFER représente une alternative à la scolarisation traditionnelle en poursuivant des objectifs précis grâce à une formule spécifique, la formation par le travail, par une activité économique " (Gaudreau et Favreau, 1998 : 27). En Outaouais, cette usine école, en pleine croissance, compte une centaine de clients commerciaux et gère les matières résiduelles de cinq municipalités rurales.

Outre les jeunes, les entreprises d'économie sociale viennent également en aide aux personnes âgées. C'est du moins le cas des entreprises en aide domestique.

Les entreprises d'économie sociale en aide domestique (EESAD)

Suite au Sommet sur l'économie et l'emploi de 1996, une centaine d'entreprises d'économie sociale en aide domestique (EESAD) ont été créées à travers le Québec. Ces entreprises, qui bénéficient d'un soutien financier du gouvernement du Québec, offrent des services d'entretien ménager, en particulier aux personnes âgées en perte d'autonomie. Le ministère Industrie et Commerce a réalisé un portrait québécois (2002b) de ces entreprises d'économie sociale en aide domestique (EESAD) qui bénéficient de l'exclusivité des services sur le territoire du CLSC avec lequel elles ont une entente¹⁹. Dans le contexte d'une société qui vieillit de plus en plus et où les besoins en services à domicile sont criants, ces entreprises répondent à des besoins urgents. Y a-t-il des EESAD en Outaouais?

Selon le portrait réalisé par le gouvernement, le Québec compte 103 entreprises d'aide domestique reconnues. Sur ce nombre, 4 sont localisés en Outaouais (2 sont des OBNL et 2 des coopératives), classant ainsi la région dans les derniers rangs juste avant la Côte-Nord, les Laurentides et le Nord du Québec.

Toutefois, ces quatre entreprises outaouaises procurent de l'emploi à temps plein à 93 personnes, de l'emploi à temps partiel à 60 personnes et 14 emplois administratifs. En moyenne, les 17 régions du Québec emploient 145 travailleurs à temps plein. Le chiffre d'affaires des EESAD outaouaises atteint 1 912 000\$ pour l'année 2000-2001. En Outaouais, tout comme au Québec, ce type d'entreprise a connu une croissance phénoménale. Au 30 septembre 1998, le nombre de dossiers de clients actifs et le nombre d'heures de services rendus étaient évalués respectivement à 256 dossiers et 10 104 heures. Au 31 mars 2002, les EESAD de l'Outaouais s'occupent de 1 851 dossiers qui accaparent 122 560 heures. En moins de quatre ans, le nombre de clients dans ce secteur a donc cru de 623 % en Outaouais. Fait intéressant, 76% des sources de revenu de ces entreprises en Outaouais sont auto-générées, ce qui est similaire à la moyenne des EESAD du Québec (79%). Le gouvernement présume qu'avec la demande grandissante pour ce type de services, dans une société en vieillissement, ces entreprises d'économie sociale seront complètement autonomes d'ici quelques années.

Les entreprises d'économie sociale prennent également leur place dans le secteur de l'habitation.

¹⁹ L'accréditation de nouvelles entreprises fait présentement l'objet d'un moratoire.

Les OBNL dans le secteur de l'habitation

L'économie sociale s'est également développée en Outaouais dans le secteur de l'habitation. Nous donnons ici quatre exemples d'organisations dans ce secteur. D'abord, les Habitations partagées de l'Outaouais urbain (HPOU), fondée en 1988, est une OBNL qui jumelle les gens pour partager un même toit afin de favoriser l'entraide.

Une condition essentielle au jumelage : le désir de s'entraider car la mission principale des HPOU est de faciliter le maintien de l'intégration sociale chez les personnes vivant une situation de vulnérabilité économique et, d'autre part, le maintien à domicile des aînés comprenant les personnes âgées en perte d'autonomie. Ceci permet l'amélioration des conditions de vie et ce, dans un milieu de vie le plus naturel possible (Charlebois, 1999 : 17).

Ainsi, pour l'année 1998-1999, les Habitations partagées ont reçu et placé 5 353 appels, ont jumelé 150 personnes et soutenu 50 autres. Et la demande pour ce type de service est sans cesse en croissance.

En Outaouais, le logement est non seulement vu comme un moyen d'entraide, mais il est également utilisé pour favoriser l'insertion sociale.

De nouvelles stratégies et dispositifs d'intervention se mettent en place dans le secteur de l'habitat sous l'initiative de certains professionnels d'établissements publics et d'organismes communautaires en faveur de personnes fragilisées sur le plan économique, social et de la santé mentale (Boucher, 2002 : 233).

Boucher identifie deux filières d'organisation de logement collectif avec support communautaire dans l'Outaouais. La première, la filière de l'action collective dans le secteur du droit au logement est apparue à la fin des années 1960 sous les traits de l'organisation Logement-va-pu, un mouvement de résistance face aux importantes expropriations qui ont eu lieu sur l'île de Hull et qui a été remplacé par la suite par Logemen'occupe avec des objectifs plus larges d'accessibilité au logement. "Ainsi, Logemen'occupe se situe clairement dans la tradition populaire de la défense des droits, qui constitue en quelque sorte une première génération du mouvement communautaire moderne au Québec" (Boucher, 2002 : 163). Logemen'occupe a également instauré Mon Chez nous, un projet de logement associatif.

La deuxième filière dans le secteur de l'hébergement et du logement en santé mentale est beaucoup plus récente en Outaouais. La Maison Réalité, un centre d'accueil qui favorise l'intégration des personnes souffrant de maladie mentale, est d'abord fondée en 1982. Toutefois, lorsque les résidents quittaient ce centre pour s'insérer dans la société, le soutien communautaire était insuffisant. Pour répondre à ce besoin, "les Habitations Nouveau Départ ont alors été organisées sur la base de ce concept de l'intervenant résidant et du

suivi par des organisations communautaires spécialisées, comme on l'avait expérimenté à Montréal et planifié à Mon Chez Nous ” (Boucher, 2002 : 235). Cette organisation vient donc en aide aux personnes souffrant de maladie mentale. L'Organisme de développement et d'entraide communautaire présenté ci-dessous aussi.

L'Organisme de développement et d'entraide communautaire (ODEC)

Créé en 1987, l'Organisme de développement et d'entraide communautaire (ODEC) est un organisme à but non lucratif localisé à Buckingham qui offre des services de soutien en santé mentale. “ Les locaux d'ODEC constituent en fait un carrefour d'interventions et de services à la population ” (Beaudoin, Duguay et Fréchette, 1997 : 14). Une étude de cas réalisée par le GÉRIS (Beaudoin, Duguay et Fréchette), à travers l'historique de cet organisme, démontre l'importance de la contribution de l'ODEC au développement de son milieu et à l'amélioration des conditions de vie. D'abord, l'ODEC apporte un soutien à d'autres groupes communautaires. Ensuite, les interventions de l'organisme favorisent l'empowerment des individus et leur insertion sociale dans la communauté.

Dans un tout autre cadre mais toujours pour venir en aide à la population locale, les cuisines collectives émergent dans l'Outaouais et constituent des initiatives inscrites dans la mouvance de l'économie sociale.

Les cuisines collectives

L'entraide économique et sociale constitue le principal objectif des cuisines collectives. Ces cuisines sont en fait “ un regroupement de personnes qui se réunissent périodiquement pour cuisiner pour elles-mêmes et les membres de leur famille dans la perspective de réaliser des économies et de créer des liens sociaux ” (Fréchette, 1996 : 2). Mais les cuisines s'engagent également dans une démarche d'économie sociale car elles “ possèdent un potentiel d'intervention qui inscrit leurs membres dans une dynamique d'insertion sociale des personnes. Certaines cuisines deviennent ensuite un tremplin vers l'insertion socioprofessionnelle ” (Fréchette, 2000 : 13). Nées d'abord dans les bidonvilles d'Amérique latine, elles ont émergé à Montréal en 1985 et ce sont par la suite développées aux quatre coins du Québec. En 1996, leur nombre dépasse 400. En Outaouais, la première cuisine collective est apparue à Quyon (municipalité de Pontiac) en 1989. Depuis, un répertoire régional réalisé en 1996, nous indique qu'il y a 27 cuisines collectives en Outaouais et leur expansion continue (Fréchette, 1996).

À partir de ces exemples d'initiatives d'économie sociale, nous pouvons conclure que les organisations communautaires occupent une place importante dans l'Outaouais et ce dans des secteurs diversifiés. Ce sont également des initiatives relativement durables puisque, comme le démontre les exemples présentés ci-dessus, plusieurs ont été créés il y a quelque temps déjà. Elles sont également en pleine croissance car leurs services sont de plus en plus en demande dans le contexte socio-économique actuel. Qu'en est-il pour le secteur coopératif qui forme l'autre type d'entreprise sociale?

Les coopératives

Statistiquement, le secteur coopératif est assez bien documenté au Québec et dans ses régions. C'est que, en vertu de la Loi sur les Coopératives du Québec²⁰, les coopératives ont l'obligation de produire un rapport annuel de leur activité dont une copie est envoyée à la Direction des coopératives du ministère de l'Industrie et du Commerce qui produit un rapport à partir de ces données. De plus, dans l'Outaouais, la Coopérative de Développement Régional Outaouais-Laurentides (CDROL)²¹ qui offre un support aux coopératives dans la région, dispose également de plusieurs informations auxquelles nous avons eu recours. Enfin, tout comme pour les organisations communautaires, certaines coopératives ont fait l'objet de statistiques particulières que nous résumerons brièvement. Quelle est donc la situation des coopératives québécoises et outaouaises ?

Les coopératives au Québec

Selon le ministère de l'Industrie et du Commerce, les coopératives sont en expansion au Québec. Au nombre de 2 065 en 1995, elles atteignent 2 390 coopératives en 2001, soit une hausse de 13,6%. En 2001, le nombre d'emplois a dépassé les 32 500 indiquant une croissance fulgurante de 36% depuis 1995. En outre, plus de 75 % de ces emplois sont situés à l'extérieur des grands centres urbains.

Le secteur coopératif a donc une certaine importance au Québec et augmente d'année en année, non seulement en effectif mais également au niveau de la taille de l'entreprise. À ce sujet, parmi les 50 plus importantes coopératives au Canada, 13 sont québécoises. Comme le démontre également une étude du ministère de l'Industrie et du Commerce (1999), les coopératives québécoises sont également plus durables que d'autres types d'entreprises :

²⁰ Les Coopératives financières ne sont pas assujetties à cette loi.

²¹ La Coopérative de développement régional Outaouais-Laurentides (CDROL) sera présentée dans la section qui présente les dispositifs régionaux de développement en Outaouais.

une de nos récentes études démontre que les coopératives, au Québec, ont un taux de survie deux fois supérieures à celui des entreprises en général. Ainsi, après 10 ans, 46% des coopératives sont encore en activité, comparativement à 20% pour les entreprises du secteur privé, et 66% des emplois créés dans les coopératives existent toujours (<http://www.miscst.gouv.qc.ca/regions/chronique-012.html>, consulté en octobre 2002).

C'est peut-être l'une des raisons qui fait dire à 85% des répondants canadiens lors d'un sondage que les coopératives sont davantage dignes de confiance que les entreprises privées (sondage réalisé par SOM <http://www.desjardins.com>). Le secteur coopératif est-il aussi dynamique en Outaouais qu'au Québec?

Les coopératives en Outaouais

À partir des données statistiques de 1999 du ministère nous pouvons dresser un profil statistique des coopératives de l'Outaouais. Outre les Caisses populaires Desjardins²², l'Outaouais compte 77 coopératives sur son territoire, soit 3,2 % de l'ensemble des coopératives du Québec et se classe ainsi au 10^e rang sur 17 régions (voir l'annexe IV pour la liste des coopératives en Outaouais).

L'évolution du nombre de coopératives au cours des dernières années est stable en Outaouais. En fait, il y a bien une nouvelle vague de création de coopératives comme ailleurs au Québec. Toutefois, le taux de dissolution élevé des coopératives récemment créées annule cette croissance. D'après les chiffres fournis par la Coopérative de développement régional Outaouais-Laurentides (CDROL), parmi les 12 nouvelles coopératives créées pour l'année 1998-1999 (création de 79 emplois), la moitié d'entre elles sont dissoutes en 2002 (41 emplois perdus). La CDROL explique ce taux de dissolution élevé des coopératives en Outaouais par l'absence d'un suivi adéquat suite à la création de l'entreprise²³. Une fois la période de démarrage terminée, les coopératives sont laissées à elles-mêmes sans grand support. De plus, la préparation des entrepreneurs des coopératives est une lacune en Outaouais. Les coopératives ont souvent des difficultés dans la mise en marché de leur produit et ont des carences dans la gestion et dans la direction générale. Ces lacunes s'expliquent, en partie, par la politique de financement des Coopératives de développement régional (CDR). Les CDR ont un financement de base du ministère de l'Industrie et du Commerce (30 000\$). Elles sont par la suite payées pour les dossiers qui aboutissent. Plus le nombre d'emplois créés est élevé, plus le financement sera élevé. Ce mode de financement favorise donc la création d'entreprises au détriment du

²² Les coopératives Desjardins feront l'objet de la prochaine section.

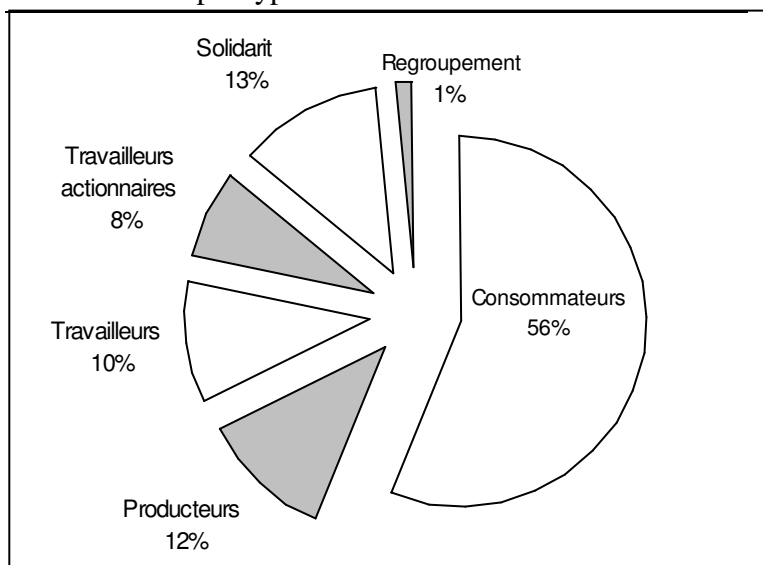
²³ Entrevue avec Patrick Duguay et Martin Van Den Borre de la Coopérative de développement régional Outaouais-Laurentides (CDROL), le 6 novembre 2002.

soutien et du suivi de la coopérative suite à son démarrage. Sur cette question, la CDROL s'interroge : quelles nouvelles mesures et outils va-t-on utiliser dans les années à venir pour améliorer cette situation? Dans la perspective d'augmenter la viabilité des coopératives, la CDROL prévoit s'impliquer davantage au niveau du soutien aux entreprises après leur démarrage car ils souhaitent des impacts durables dans la région.

Les coopératives se distinguent selon leurs types : les coopératives de regroupements, de consommateurs, de producteurs, de travailleurs, de travailleurs actionnaires et de solidarité (voir annexe V). Tout d'abord, en Outaouais, plus de la moitié des coopératives sont classées dans le groupe des consommateurs (voir figure 3). Ce sont, en majorité, des coopératives qui évoluent dans le secteur de l'habitation. Cette proportion est similaire à celle du Québec.

Viennent ensuite, les coopératives de solidarité, les coopératives de producteurs qui sont majoritairement concentrées dans le secteur agricole, les coopératives de travailleurs et celles de travailleurs actionnaires. Enfin, l'Outaouais compte une coopérative de regroupement dans le secteur de l'habitation.

Figure 2 : Répartition des coopératives en Outaouais par type 1999



Source : ministère de l'Industrie et du Commerce, 2002a

Les coopératives outaouaises se concentrent dans trois principaux secteurs d'activités : le secteur de l'habitation (48%), le secteur agricole (7,8%) et le secteur de l'activité scolaire (5%). Ces trois secteurs occupent la même position à l'échelle du Québec. Les autres coopératives sont réparties dans 21 autres secteurs d'activité (voir tableau 3).

Plusieurs nouvelles coopératives en Outaouais ont leurs champs d'activité dans des créneaux innovateurs. En voici quelques exemples. La COOP JMB est la seule au Québec à offrir des services dans le secteur du transport adapté. La coopérative Atelier de Bois Boirec de Maniwaki (récupération de palettes) est la seule ressourcerie du Québec

constituée en coopérative. L'originalité de la coopérative de Apidor (regroupement d'apiculteurs) réside dans le choix de son type de coopérative : au lieu d'être une coopérative de production comme c'est le cas pour la majorité des coopératives agricoles, cette coopérative est plutôt constituée en coopérative de travailleur. Ainsi, les producteurs ont mis leur financement et leur machinerie en commun. La coopérative de traduction COTRAD, la coopérative de solidarité des quilleurs de la lièvre et la coopérative en soin de santé d'Aylmer sont également des exemples intéressants de coopératives dans des secteurs d'activités innovateurs.

Tableau 3 : nombre de coopératives par secteur d'activité selon le type, 1999

Secteur d'activité	Régrouppements	Consommateurs	Producteurs	Travailleurs	Travailleurs actionnaires	Solidarité	total
Agricoles			6				6
Alimentation				1	1		2
Ambulanciers				1			1
Arts et spectacles						1	1
Autres services			1		1		2
Commerce					1		1
Développement économique		1				1	2
Économie familiale		1					1
Enseignement				1			1
Foresterie				2	1		3
Funéraires		1					1
Garderies		1					1
Habitation	1	36					37
Hébergement et restauration				1			1
Imprimerie et édition					1		1
Loisirs				1	1	1	3
Manufacturier				1			1
Recupération						1	1
Scolaire		2				2	4
Services aux entreprises			2				2
Services conseils						1	1
Services personnels						2	2
Services publics		1					1
Transport						1	1
Total Outaouais	1	43	9	8	6	10	77

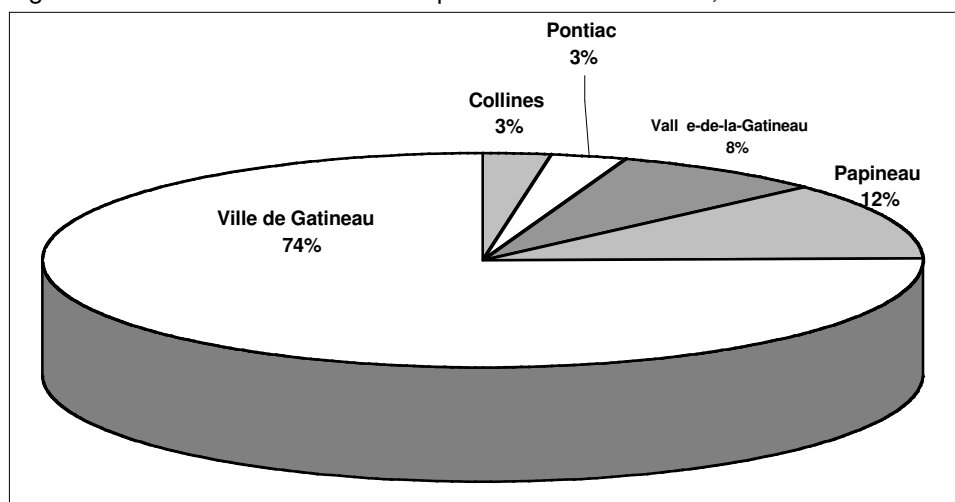
Source : Ministère de l'Industrie et du Commerce, 2002

Selon la CDROL, il y a plusieurs nouveaux dossiers de coopératives dans le secteur agricole et de l'alimentation. La haute technologie et la santé sont également deux autres pôles en émergence en Outaouais

Trois coopératives sur quatre sont localisées dans la nouvelle ville de Gatineau (voir figure 4), dont 90% dans les secteurs de Hull et de Gatineau. Les autres coopératives se répartissent sur le territoire comme suit : 12% dans la MRC Papineau, 8% dans la MRC Vallée-de-la-Gatineau, 2,5% dans la MRC Pontiac et 2,5% dans la MRC des Collines (voir la figure I, page 11). La CDROL mentionne toutefois qu'il y a un boum dans cette dernière MRC depuis 1 an.

En 1999, les données du ministère estime que 58 coopératives déclarantes en Outaouais ont un chiffre d'affaires brut total de 47 924 302 \$, qu'elles procurent de l'emploi à 508 travailleurs et que 54 299 personnes en sont membres. S'ajoute à ces données, toutes les retombées des Caisses populaires qui font également partie du secteur coopératif.

Figure 3 : Localisation des coopératives en Outaouais, 2002



Source : CDROL, 2002

Les coopératives de services financiers : les Caisses populaires

Dans son rapport annuel de 2001 sur les coopératives de services financiers, la Direction de l'organisation du travail et de la gestion de l'information (Gouvernement du Québec) dénombre 814 Caisses populaires au Québec dont 18 dans la région de l'Outaouais, ce qui représente 2,2% de l'ensemble du Québec. Les Caisses de l'Outaouais possèdent un actif

de 1 981 153 000\$, soit 3,2% des Caisses du Québec, et un capital social de 29 482 000\$, soit 3,5% du Québec.²⁴

Au total, en incluant le mouvement Desjardins, l'Outaouais compte 95 coopératives, ce qui est bien peu comparativement à d'autres régions du Québec qui comptent en moyenne 276 coopératives²⁵. Toutefois, tout comme au Québec, le secteur coopératif en Outaouais est en pleine croissance, il est très diversifié et il génère des retombées importantes. Plusieurs des nouvelles coopératives se situent dans des créneaux innovateurs. Dans une région où la culture entrepreneuriale est peu développée, l'apport de ces nouvelles entreprises dans l'économie locale prend une importance accrue. Par contre, en Outaouais, le taux de dissolution des coopératives est élevé. Malgré tout, plusieurs coopératives sont implantées depuis un long moment comme c'est le cas pour la Fédération des coopératives d'habitation de l'Outaouais (FECHO), les Coopératives Jeunesse de services (CJS) et la Coopérative funéraire de l'Outaouais (CFO) que nous vous présentons brièvement à l'instant.

La Fédération des coopératives d'habitation de l'Outaouais (FECHO)

Les Fédérations de coopératives d'habitation qui offrent des services aux coopératives d'habitation sont présentes dans huit régions québécoises dont l'Outaouais. La Fédération des coopératives d'habitation de l'Outaouais (FECHO) a été fondée en 1985 et regroupe aujourd'hui 21 coopératives membres et 21 membres auxiliaires. Dans une région au prise avec une crise de logement aiguë, nul doute que les 2100 unités de logements disponibles dans les coopératives et les organisations à but non lucratif comblent un besoin urgent. Selon Serge Forget, directeur du FECHO, les coopératives d'habitation sont des moteurs de développement de leurs milieux.

Ce sont là des centaines de personnes impliquées dans leur économie et le développement de leur communauté. Ces citoyens et citoyennes gèrent ces logements privés à propriété collective, à un coût beaucoup moindre que toutes les expériences de logements publics en offrant un service qui responsabilise davantage ceux et celles qui les utilisent (Forget, 2002 : 244).

²⁴ Ces chiffres sont comptabilisés pour le territoire appelé l'Ouest du Québec qui inclue l'Outaouais mais également certaines municipalités de d'autres régions. Dans notre portrait, nous avons recalculé ces chiffres en ne tenant compte que des caisses localisées sur le territoire de l'Outaouais.

²⁵ Pour calculer cette moyenne, nous avons additionné le nombre de coopératives au Québec estimé dans le rapport annuel du ministère de l'Industrie et du Commerce et le rapport sur les coopératives de services financiers et nous avons divisé le tout par 17, soit le nombre de régions au Québec.

Les Coopératives jeunesse de services (CJS)

Une Coopérative jeunesse de services (CJS) est une petite entreprise de type coopératif gérée par douze à quinze jeunes de 12 à 17 ans. Les premières CJS ont pris racine en Ontario en 1980 et ce sont implantés pour la première fois au Québec en 1988 dans la ville de Hull. En 2000, 103 CJS sont réparties dans 14 régions québécoises. Selon la Coopérative de développement régional Outaouais-Laurentides dont l'un de ces mandats est de développer le réseau des CJS dans la région, 14 CJS qui regroupent un total de 200 jeunes étaient à l'œuvre en Outaouais pour l'année 2001-2002. Les CJS sont plus qu'une expérience d'entrepreneurship pour les jeunes :

Il s'agit aussi d'une expérience nouvelle d'insertion sociale par l'économique de jeunes aux prises avec des difficultés d'insertion (décrochage scolaire, dévalorisation liée à leur milieu d'appartenance, etc.). Elle est aussi une expérience de développement local en ce qu'elle met à contribution plusieurs groupes du milieu autour d'un enjeu concret commun : l'avenir des jeunes (Favreau et Lévesque, 1996 : 115).

La Coopérative funéraire de l'Outaouais (CFO)

Dans une publication du Secrétariat aux Coopératives (gouvernement du Canada) intitulée *Les Histoires à succès des coopératives II*, la Coopérative funéraire de l'Outaouais (CFO) est l'un des exemples présentés. Cette coopérative créée en 1979 a connu une croissance rapide. Elle offre des services funéraires abordables et favorise l'éducation coopérative, la formation et l'information. Localisée à Hull, cette maison funéraire offre ses services sur l'ensemble du territoire régional avec des points de service à Ripon, Thurso et Montpellier et s'accapare ainsi plus de 50% du marché funéraire en Outaouais. Elle est d'ailleurs la troisième coopérative funéraire en importance au Québec et a gagné le prix de la coopérative de l'année en 1995.

À une époque où les maisons funéraires québécoises passent aux mains des Américains, on est fier de souligner, à la Coopérative, que l'entreprise est 100 % québécoise et qu'elle ne peut être achetée puisqu'elle est la copropriété de 6 500 membres, souligne Joanne Chrétien, vice-présidente du conseil d'administration (Pilon, 2000 : 10).

Malgré le fait que le nombre de coopératives et d'organisations communautaires en Outaouais est moins important que dans plusieurs autres régions québécoises, il reste que ces types d'entreprises, à caractère social, se développent rapidement dans des domaines très diversifiés et celles qui existent sont déjà bien implantées. Sans doute les dispositifs locaux et régionaux de développement qui ont comme préoccupation l'économie sociale,

sont-ils l'ingrédient essentiel de cette croissance et de cette consolidation. Quels sont ces dispositifs au palier régional et local?

LES DISPOSITIFS PUBLICS ET ASSOCIATIFS DE DÉVELOPPEMENT LOCAL ET RÉGIONAL QUI ONT UN VOLET D'ÉCONOMIE SOCIALE

À l'échelle du Québec, trois dispositifs de développement agissent en matière d'économie sociale. Il s'agit d'abord du Chantier de l'économie sociale reconnu dans la politique de soutien au développement local et régional du gouvernement du Québec comme une instance de réflexion et de concertation en économie sociale (ministère des Régions, 1998b). Ensuite, l'Association des régions du Québec créée en 1987 regroupe les dix-huit Conseils régionaux de développement (CRD) et agit à titre de porte-parole des orientations de ses membres. Enfin, le Conseil de la coopération du Québec (CCQ) fondé en 1940 regroupe les organisations coopératives du Québec afin de contribuer à leur développement.

Au palier régional, les Conseils régionaux de développement (CDR), lieux de concertation régionale, représentent les préoccupations de développement du milieu auprès du gouvernement. Chacune des sous-régions québécoises peut également compter sur la présence d'un Centre local de développement (CLD) qui fournit des ressources aux entrepreneurs autant collectifs que privés. D'autres organisations, partenaires des CDR et CLD, soutiennent l'économie sociale en région. Ces instances vouées au développement local et régional qui possède un volet d'économie sociale seront étudiées dans cette section.

LE PALIER RÉGIONAL

Le Conseil Régional de Développement de l'Outaouais (CRDO)

Le Conseil Régional de Développement de l'Outaouais joue un rôle de premier plan dans le développement régional de l'économie sociale. D'abord, dans sa planification stratégique qui identifie des axes et des priorités de développement dans la région, il a la responsabilité de planifier un volet " économie sociale ". Ensuite, il doit s'assurer de la représentation de l'économie sociale dans les CLD et enfin, il doit favoriser la concertation à l'échelle régionale entre les intervenants qui œuvrent dans ce domaine.

Afin d'arrimer le volet économie sociale avec les besoins du milieu, le CRDO doit mettre en place un Comité régional d'économie sociale (CRÉS) qui identifiera les axes de

développement et les actions à poser en matière d'économie sociale. Ce Comité peut également prendre la forme d'une Commission ou d'une Table sectorielle. Dans le cas de l'Outaouais, cette dernière option a été adoptée. Les mandats confiés à la table d'Économie sociale et de Développement communautaire sont au nombre de 6. Les voici :

- Adopter une définition commune d'une entreprise/projet d'économie sociale basée sur les deux concepts: " économie " et " sociale ".
- Promouvoir les principes et règles de fonctionnement d'une entreprise ou d'un projet d'économie sociale
- Fournir des avis au CRDO en matière d'économie sociale dans l'ensemble de ses activités: planification stratégique régionale, entente cadre et ententes spécifiques.
- Établir une planification annuelle en lien avec les priorités de la Table.
- S'assurer du suivi des interventions de développement approuvées par le CRDO en matière d'économie sociale.
- Réunir les conditions favorisant la mise en place d'entreprises et de projets d'économie sociale viables: les mécanismes de support (CLD et CLE), les partenariats, les priorités et les mécanismes de coordination...etc. (http://www.crdo.qc.ca/tables/www_table_economie_sociale.htm, consulté en octobre 2002).

La table d'économie sociale de l'Outaouais regroupe des représentants des secteurs suivants: support à l'entrepreneuriat collectif, entreprises d'économie sociale, organisations communautaires, représentants gouvernementaux, institutions du milieu et plusieurs autres organisations régionales.

L'approche territoriale des CRD permet aux régions québécoises de produire un modèle de développement de l'économie sociale qui répond mieux aux spécificités du milieu. Voyons plus en détail quelle forme prend le volet " économie sociale " dans la planification stratégique et le plan d'action du CRDO. Quelle est la vision régionale de l'économie sociale en Outaouais et quelles sont les actions priorisées?

L'économie sociale dans la planification stratégique et le plan d'action du CRDO

La planification stratégique 2000–2005 du CRDO compte 4 axes de développement de l'Outaouais dont l'un d'eux a pour titre " développer et diversifier l'économie en

s'appuyant sur l'entrepreneurship et l'innovation". C'est à l'intérieur de cet axe que l'économie sociale et le développement communautaire sont identifiés comme une voie de développement économique régional. Dans ce cadre, trois objectifs pour développer l'économie sociale en Outaouais sont définis et sont transposés, par la suite, dans une entente cadre de développement, signé entre le CRDO et le gouvernement, et dans un plan d'action qui identifiera des actions concrètes sur le terrain. Afin de faciliter la compréhension des intentions du CRDO en matière d'économie sociale, nous avons regroupé dans un tableau les principaux objectifs de cet axe, les objectifs spécifiques, les actions identifiées et les résultats visés (voir annexe VI). Voyons brièvement pour chacun des trois objectifs de développement de l'économie sociale, les actions planifiées s'y rapportant.

Objectif 1 : Supporter l'émergence des projets dans tous les marchés et identifier les créneaux porteurs

D'abord, dans cet objectif, le transport en commun en milieu rural et les ressourceries sont identifiés comme deux secteurs spécifiques à développer en Outaouais dans les prochaines années. Le CRDO vise à dresser leur inventaire et à identifier les besoins s'y rapportant en région. Ensuite, au cours des prochaines années, le CRDO voudrait faire connaître les créneaux à développer dans l'Outaouais afin de faire émerger de nouvelles entreprises. Ces créneaux ont déjà été identifiés dans le cadre d'une étude de pré-faisabilité réalisée par le Centre régional d'analyse intégrée en entrepreneurship de l'Outaouais (CRAIE). Le volet formation pour les entrepreneurs sociaux ou ceux du secteur coopératif est également identifié comme une priorité. Enfin, le CRDO vise également, dans cet objectif, à créer des maillages que ce soit entre les différents fonds, la région et les intervenants ou entre les développeurs et les fournisseurs de services tout en créant et supportant des clubs d'entrepreneurs sociaux.

Objectif 2 : Susciter la concertation et le partenariat entre les acteurs du développement régional

Les actions identifiées dans l'objectif 2 sont beaucoup plus spécifiques et moins étendues qu'à l'objectif précédent. Il vise en fait la mise en place de la table régionale d'économie sociale et du développement communautaire de l'Outaouais qui a pour mandat de faire le suivi du plan d'action en matière d'économie sociale. Cette dernière devra également collaborer aux travaux de la table régionale " Environnement ".

Objectif 3 : Organiser un processus d'information en économie sociale

Enfin, le plan d'action rattaché à l'objectif 3 vise la bonne circulation de l'information en économie sociale par la création d'un observatoire en économie sociale et par la diffusion des informations émanant du Chantier de l'économie sociale. Le CRDO désire également inventorier les entreprises d'économie sociale en Outaouais et les inscrire sur la liste régionale des entreprises LIC (liste industries et commerces)²⁶. Enfin, dans son plan d'action, le CRDO voudrait s'assurer de l'accessibilité des outils d'information en milieu rural.

Puisque le plan d'action porte sur la période s'étendant de l'an 2000 à 2005, des actions ont déjà été posées pour atteindre ces objectifs. Voyons lesquelles.

Un bilan des actions posées en matière d'économie sociale

En mars 2002, soit vingt mois après la mise en œuvre du plan d'action, le CRDO évaluait, dans un premier bilan, les actions posées en Outaouais. Notre intérêt se pose sur les actions concrètes qui ont été mises en place et qui sont liées au développement de l'économie sociale. D'abord, la table sectorielle sur l'économie sociale a été actualisée et compte aujourd'hui plusieurs acteurs qui poursuivent leur réflexion sur l'économie sociale dans la région. Ensuite, une formation visant à améliorer la gestion des entreprises en économie sociale a été organisée et des déjeuners-causeries ayant pour thème, le positionnement stratégique du Chantier d'économie sociale, l'économie sociale et solidarité internationale, le transport en milieu rural ont eu lieu. Le CRDO a également participé, en collaboration avec la CRDC, à l'organisation d'un Colloque *Quel avenir pour les régions* et à la création d'un observatoire en économie sociale. Enfin, comme prévu, le CRDO participe aux rencontres nationales du Chantier de l'économie sociale.

Jusqu'à maintenant, les actions posées ont donc porté essentiellement sur la diffusion de l'information, la concertation et la promotion de l'économie sociale. Outre le CRDO, d'autres organisations régionales s'impliquent également dans le développement de l'économie sociale. Il s'agit de la Coopérative de développement régional Outaouais-Laurentides et des Conseils régionaux de la culture et de l'environnement.

La Coopérative de développement régional Outaouais-Laurentides (CDROL)

²⁶ LIC est un répertoire des entreprises de l'Outaouais disponible via Internet : <http://www.lic-outaouais.ca/>

Autrefois connu sous le nom du Conseil des coopératives de l'Outaouais (CCO), la Coopérative de développement régional Outaouais-Laurentides (CDROL) a été fondée en 1974. C'est à cette période que ce sont développées à l'échelle du Québec ces regroupements régionaux de coopératives. Cette organisation a la triple mission d'intercoopération, de développement et de promotion. " Par sa mission de développement coopératif et d'intercoopération, la CDR Outaouais-Laurentides assure la promotion du mouvement coopératif, tout en favorisant les échanges entre les coopératives " (CDROL, 2002). Pour l'année 2001-2002, le CDROL compte 95 coopératives membres dont 70 en Outaouais et a contribué au démarrage de 10 nouvelles coopératives dont 4 en Outaouais : La Coopérative de solidarité en services d'Aylmer, la Coopérative de travailleurs Bio-Terra (protection de l'environnement), la nouvelle Coopérative de solidarité en développement économique communautaire de Gatineau (CDÉC)²⁷ et la Coopérative de solidarité de transport adapté JMB de l'Outaouais.

Le Conseil régional de la culture et le Conseil régional de l'environnement

Les Conseils régionaux de la culture (CRC) et les Conseils régionaux de l'environnement (CRE) sont des organisations communautaires reconnues par le Gouvernement du Québec et implantées dans chacune des régions du Québec. En Outaouais, le Conseil régional de la culture de l'Outaouais (CRCO) et le Conseil régional de l'environnement et du développement durable de l'Outaouais (CREDDO) ont pour mandat la concertation, la représentation du milieu, la promotion, le développement et le soutien d'initiatives dans leurs champs d'activité respectifs, environnement ou culture selon le cas. Or, puisque l'économie sociale se développe de plus en plus dans ces deux créneaux, ces deux conseils favorisent donc, en quelque sorte, l'émergence d'entreprises d'économie sociale en Outaouais. D'ailleurs le CREDDO siège à la Table sur l'économie sociale de l'Outaouais.

La Société de Diversification Économique de l'Outaouais (SDEO), Centraide et la Régie régionale de la santé et des services sociaux apportent également un soutien à l'économie sociale dans la région. Essentiellement financier, ce soutien sera discuté dans la section sur l'appui financier. Mais d'abord poursuivons avec les organisations locales qui appuient l'économie sociale en Outaouais.

LE PALIER LOCAL

²⁷ Nous reparlerons de la CDÉC dans la partie qui suit sur les dispositifs de développement au palier local.

Si le palier régional agit davantage au niveau de la concertation et des priorités de développement en donnant une vision de développement commune à l'ensemble de la région, le local est quant à lui, plus près de l'action et davantage en mesure d'appuyer les projets émergents en offrant un service de première ligne au milieu. Dans ce cadre, l'Outaouais compte sur sept dispositifs d'appui à l'économie sociale. Il s'agit des Centres locaux de développement (CLD), des Municipalités régionales de Comté (MRC), des Centres locaux d'emploi (CLE), de la Coopérative de développement économique communautaire (CDÉC), des Sociétés d'aide au développement des collectivités (SADC), de la Corporation de développement communautaire (CDC) et des CLSC. Comment contribuent-ils à l'économie sociale en Outaouais?

Le Centre local de développement (CLD)

Toujours dans le cadre de sa Politique de soutien au développement local et régional (1997), le gouvernement du Québec a mis en place, dans l'ensemble des MRC et ses équivalents, des Centres locaux de développement (CLD) qui visent à soutenir techniquement (services de consultation, d'orientation et de référencement, élaboration de projet, plan d'affaires, etc.) et financièrement (par l'intermédiaire de trois fonds) l'entrepreneuriat social et privé. Tout cela dans le but de favoriser le développement sur le territoire et de créer des emplois. “ Le but est de constituer un guichet multiservice à l'entrepreneuriat géré par le milieu local et offrant des services de base en matière de soutien aux entreprises (entrepreneurs potentiels ou en activité, entrepreneurs individuels ou collectifs), incluant les entreprises de l'économie sociale ” (Ministère des Régions, 2001 : 2). Les CLD ont également pour mandat d'élaborer un Plan d'action local en matière de développement économique et de l'emploi (PALÉE) en lien avec les préoccupations du milieu et avec la vision régionale émise par le CRDO.

La Loi du ministère des Régions exige que les CLD produisent un rapport à tous les trois ans portant sur l'atteinte des objectifs poursuivis ainsi que sur leur réalisation. Le ministère synthétise ces données par la suite dans un rapport triennal pour l'ensemble du Québec et de ses régions. Portons notre regard sur ces statistiques en lien avec l'économie sociale.

Les CLD disposent de trois fonds : le Fonds local d'investissement (FLI), le Fonds jeunes promoteurs (FJP) et le Fonds d'économie sociale (FDEES). Ce dernier Fonds contribue financièrement soit au démarrage d'entreprises d'économie sociale ou à la mise en place de nouveaux projets d'économie sociale dans le cadre d'une entreprise déjà existante.

Ainsi, entre 1998 et 2000, pour l'ensemble des trois fonds, 6 374 demandes de financement ont été déposées dans les 103 CLD sous la responsabilité du ministère des Régions²⁸. Le taux d'acceptation de ces demandes est évalué à 65% (65% pour le FLI, 66% pour le FJP et 62% pour le FDESS). Parmi les 4 126 demandes acceptées, 39% ont pour source de financement le FJP, 37% le FLI et 24% le FDESS (voir figure 4).

Figure 4 : Nombre d'entreprises soutenues par les CLD au Québec selon le type de Fonds 1998-2000

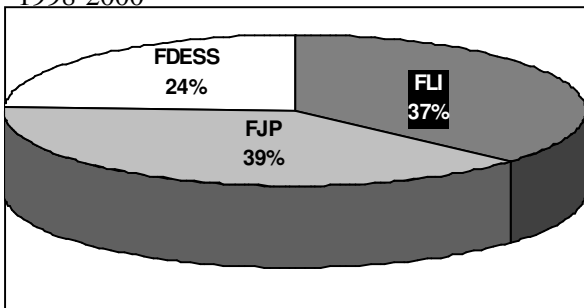


Figure 5 : Proportion des ressources financières attribuées par les CLD au Québec selon le type de Fonds 1998-2000

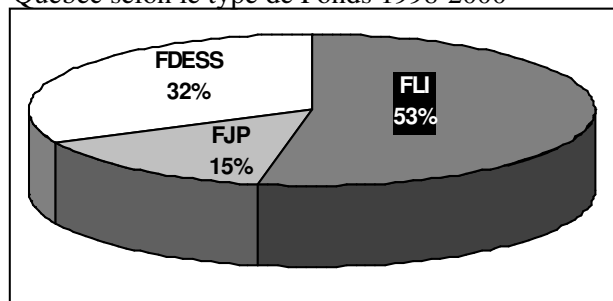


Figure 6 : Nombre d'entreprises soutenues par les CLD en Outaouais selon le type de Fonds 1998-2000

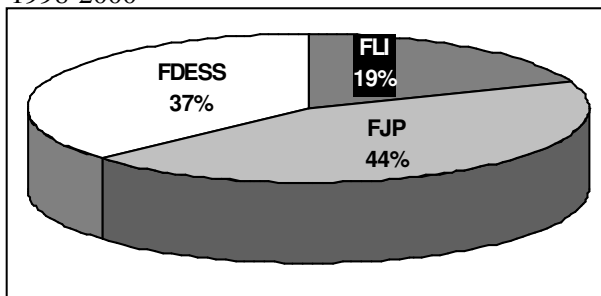
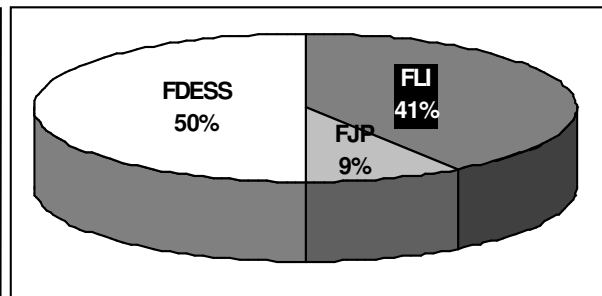


Figure 7 : Proportion des ressources financières attribuées par les CLD en Outaouais selon le type de Fonds 1998-2000



En termes de ressources financières, c'est 57,1 M \$ qui ont été versés aux entrepreneurs dont plus de la moitié provient du FLI, le tiers du FDESS et 15% du FJP (voir figure 5). En somme, les CLD ont investi 18,3 M \$ en trois ans dans des projets d'économie sociale, ce qui a permis de générer 215 M \$ dans le milieu. Les 3 Fonds disponibles au CLD ont permis de créer ou de maintenir un total de 22 636 emplois. Le FDESS est responsable du maintien et de la création de 33,5% de ces emplois.

²⁸ On compte 111 CLD dont 103 sont sous la responsabilité du ministère des Régions et 8, les CLD des régions de Montréal et de Laval, sous la responsabilité du ministère des Affaires Municipales et de la Métropole.

En Outaouais, quels sont les montants investis par les CLD dans l'économie sociale et quels types de projets soutiennent-ils?

Les CLD en Outaouais

L'Outaouais compte 5 CLD répartis dans chacune des sous-régions (voir figure I, page 12). Selon le rapport triennal du ministère des Régions, entre 1998 et 2000, les CLD de l'Outaouais ont fourni des ressources financières à 176 entreprises, ce qui est peu comparativement à la moyenne du Québec qui est de 254 entreprises²⁹. L'Outaouais se classe ainsi au 11^e rang juste avant les régions de l'Abitibi-Témiscamingue, de la Gaspésie-îles-de-la-Madeleine, de la Côte-Nord et du Nord du Québec. En Outaouais, parmi les entreprises financées 37 % sont en économie sociale (voir figure 6). Ce pourcentage est le deuxième plus élevé au Québec après la région de la Côte-Nord. Les CLD ont investi 3,2 M \$ dans des projets régionaux dont la moitié provient du FDESS (voir figure 7). Ainsi, les projets d'économie sociale soutenus par les CLD ont généré 20 M\$ dans le milieu et ont créé ou maintenu 826 emplois dans la région, dont 315 emplois (38,1%) dans l'économie sociale.

Quels projets d'économie sociale sont soutenus financièrement par les CLD en Outaouais et quel est leur plan d'action pour les prochaines années? Pour répondre à cette question, nous avons examiné les orientations de deux CLD dans la région : l'un en milieu urbain, le CLD de la nouvelle ville de Gatineau et l'autre en milieu rural, le CLD de la MRC Papineau.

Un CLD en milieu rural, le CLD Papineau

En 2001, même si l'enveloppe budgétaire pour les projets d'économie sociale est de 30 000\$ par année, le CLD Papineau a tout de même versé un total de 47 044 \$ dans trois entreprises de ce secteur³⁰ : la COOP des 1001 corvées (29 000\$), la COOP de Solidarité en aménagement forestier de Duhamel (3 044\$) et le Centre d'interprétation de la géologie de Grenville (15 000\$). Pour cette même année, le CLD a également produit une pochette d'information sur l'économie sociale et réalisé une journée d'information sur les secteurs à développer avec les organisations du milieu.

Dans le plan d'action local de développement économique et de l'emploi (PALÉE) de 2000-2002 qui a pour objectif d'identifier les stratégies en matière de développement, le

²⁹ Les CLD des régions de Montréal et de Laval ne sont pas inclus dans cette moyenne.

³⁰ À la demande du CLD, le ministère des Régions a octroyé des sommes supplémentaires.

CLD de Papineau appuie l'économie sociale en reconnaissant la force de ces entreprises sur son territoire et en favorisant son émergence. “ Connaître les créneaux potentiels et faire comprendre à ces nouveaux acteurs la force d'un réseau et l'importance de faire des choses différentes dans un monde très compétitif tels seront les défis du CLD pour les trois prochaines années ” (CLD Papineau, 2000 : 28).

Le CLD Papineau identifie les actions à poser pour atteindre cet objectif pour la période triennale 2000-2002 en lien avec les orientations du CRDO (voir annexe VII). D'abord, en vue de connaître le potentiel actuel des entreprises d'économie sociale, le CLD veut réaliser un portrait de ces entreprises sur le territoire de la MRC Papineau. Ensuite, le CLD vise à faire connaître les créneaux potentiels pour susciter l'émergence de nouvelles entreprises d'économie sociale. Promouvoir la concertation, le maillage et le réseautage entre les entreprises de ce secteur est également une action planifiée du CLD. Enfin, pour soutenir la consolidation des entreprises en économie sociale, il prévoit monter un programme de formation et assurer un suivi auprès des entreprises d'économie sociale.

Le plan d'action local du CLD Papineau est étroitement lié au plan d'action régional du CRDO. Qu'en est-il pour le CLD de la nouvelle ville de Gatineau située en milieu urbain?

Un CLD en milieu urbain, le CLD Gatineau³¹

Le Fond d'économie sociale (FDEES) du CLD de Gatineau est de 450 000\$ en 2001. Pour gérer ce Fonds, le CLD compte sur une Commission d'économie sociale composée de 7 personnes dont trois administrateurs du CLD, trois envoyés par la Table sur l'économie sociale du CRDO et un septième membre coopté par les six autres. Cette commission adresse également des recommandations au conseil d'administration en matière d'économie sociale.

En 2001, le CLD de Gatineau a soutenu financièrement 31 entreprises en phase de démarrage et 7 autres en phase de consolidation pour un total de 1 036 071\$. D'après les données du rapport annuel ³², les ressources financières investies proviennent principalement du Fond d'économie sociale (FDESS) (voir figure 8)³³. Le CLD a créé un total de 106 emplois, dont 54% en économie sociale et a maintenu 41 emplois, dont 46% dans l'économie sociale. Au total, 83% des projets soumis dans le cadre du FDESS ont été

³¹ Avant la fusion des municipalités en janvier 2001, le CLD Gatineau était connu sous le nom du CLD de la Communauté Urbaine de l'Outaouais.

³² Ces données ont été compilées d'après le tableau 7-2 du rapport annuel 2001 du CLD Gatineau.

³³ Parmi les investissements qui proviennent du fonds d'économie sociale, 12% ont été attribué aux Centres de la Petite Enfance (CPE).

acceptés. Le CLD a ainsi généré des activités économiques de 7 739 659\$ dans le milieu dont 71% dans l'économie sociale.

Sans contredit les CLD apportent un appui solide aux entrepreneurs sociaux du Québec. Dans ce secteur, l'Outaouais et particulièrement le CLD de la nouvelle ville de Gatineau se démarquent en 2001

avec une grande proportion de ses ressources financières qui appuie ce secteur en développement contribuant ainsi à son dynamisme.

Plusieurs autres organisations, comme les MRC, appuient les CLD dans leur démarche. Voyons comment.

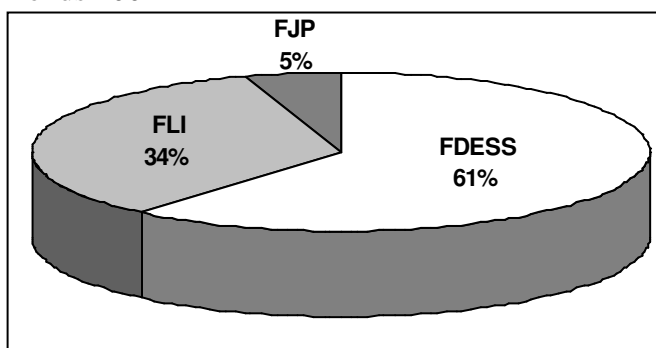
Les Municipalités Régionales de Comté (MRC)

Les MRC signent avec le gouvernement une entente annuelle de gestion avec les CLD qui précise des engagements financiers. En plus d'apporter un soutien financier au CLD, la MRC peut lui signifier des attentes particulières pour le développement des collectivités et devient ainsi un partenaire important pour l'économie sociale sur le territoire. D'ailleurs, dans son schéma d'aménagement, la MRC de Gatineau indique que la promotion de l'économie sociale est l'un de ses objectifs pour garantir à la population résidante un milieu de vie d'excellente qualité, favorable à son plein épanouissement comme collectivité (Communauté Urbaine de l'Outaouais, 2000 : 2-3).

Les Centres locaux d'emplois (CLE)

Dans le cadre de sa politique de régionalisation, le gouvernement du Québec implante, aux côtés des CLD, les Centres locaux d'emploi (CLE) qui offrent des services multiples à l'emploi. Le CLD, par son Plan local d'action en matière de développement économique et d'emploi (PALÉE), inclue un volet économie sociale et agit à titre d'aviseur du CLE.

Figure 8 : Proportion des ressources financières attribuées par le CLD Gatineau selon le type de Fonds 2001



L'Outaouais compte 7 CLE sur son territoire (voir figure I, page 12). Dans la planification stratégique régionale 2003-2007 de la direction générale d'Emploi-Québec ³⁴ de l'Outaouais, l'économie sociale est vue comme un moyen pour contrer la pauvreté.

Le milieu rural connaît des problèmes structurels importants et il y a place pour des formules innovatrices en mixant l'agrotourisme, l'agroforesterie et l'insertion des jeunes au sein des projets que peuvent relever les groupes d'économie sociale. La nouvelle Politique nationale de ruralité pourrait y devenir un levier additionnel (Emploi-Québec, 2002 : 38).

Sous une autre forme d'intervention, celle d'un dispositif de caractère associatif, les Corporations de développement économique communautaire contribuent également au développement de l'économie sociale dans les milieux urbains.

Les Corporations de Développement Économique Communautaire (CDÉC)

Outre les CLD, il existe déjà dans certaines communautés québécoises des Corporations de développement économique communautaire (CDÉC) qui interviennent dans les milieux urbains en difficulté. Les CDÉC contribuent à la revitalisation des quartiers pauvres soit par la réinsertion en emploi des résidents, soit à travers une aide technique et/ou financière aux entreprises existantes ou à celles qui sont en phase de démarrage ou par le soutien au développement de nouveaux services collectifs de proximité (Favreau, 2002). Différentes des CLD qui sont des dispositifs publics qui soutiennent des projets déjà amorcés par les entrepreneurs, les CDÉC sont des dispositifs associatifs qui agissent plutôt à la base en vue de faire émerger des projets dans la collectivité. Ce n'est qu'une fois que les idées de projets ont germé dans la tête des nouveaux entrepreneurs que le CLD prend le relais. " Les CLD n'ont pas les moyens ni l'ambition de faire lever des projets. Ou s'ils en ont l'ambition, ils n'en ont pas les moyens " (Favreau, 2002: 200).

Les CDÉC, d'abord nés à Montréal en 1985, ont par la suite émergé dans d'autres milieux urbains du Québec. En Outaouais, une recherche sur la pauvreté en Outaouais réalisée pour le Comité pour la relance de l'économie et de l'emploi de l'Outaouais métropolitain (CRÉEOM) (Favreau, 1995) révèle un problème d'envergure dans la région au niveau du développement économique communautaire " soit celui du " bricolage " et des conditions précaires dans lesquelles évoluent ces initiatives ". (Favreau et Lévesque, 1996 : 96). Au terme de cette recherche, la création de trois CDÉC dans les municipalités de Hull, Gatineau et Buckingham a été fortement recommandée. Dans les trois cas, ce fut fait sous l'initiative d'un comité local. Elles naissent en 1997.

³⁴Les Centres locaux d'emploi sont sous la responsabilité d'Emploi-Québec, une agence gouvernementale au sein du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale.

En 2002, avec la fusion des municipalités³⁵, les trois CDÉC se sont regroupées pour n'en former qu'une seule : la Coopérative de développement économique communautaire de Gatineau. À cette occasion, la CDÉC a changé son statut d'OBNL pour celui de coopérative de solidarité.

La CDÉC appuie l'économie sociale dans le milieu et en fait largement sa promotion. Elle a été l'instigatrice de " La fibre collective ", une cassette vidéo qui présente divers projets d'économie sociale dans la région. " Nous proposons cette approche innovatrice afin de susciter une prise de conscience collective du potentiel considérable de l'économie sociale dans une perspective de création d'emplois durables et de développement local " affirme Lucie St-Jacques, présidente de la CDÉC de Gatineau (Chantier de l'économie sociale et *al.*, 2002 : 2).

En 2002, le plan de revitalisation de la CDÉC dans la nouvelle ville se concentre sur 22 unités de voisinage (8 dans le secteur Hull, 4 dans le secteur de Gatineau, 4 dans le secteur Buckingham, 3 dans le secteur Aylmer et 3 dans le secteur Masson-Angers) qui sont reconnues pour être des poches importantes de pauvreté.

Depuis leur mise en place, les CDÉC ont largement démontré leur impact dans la relance de collectivités délaissées par le développement économique dominant. " En ce qui concerne l'économie et l'emploi, les études réalisées à ce jour montrent que les CDÉC favorisent la création d'emplois et mobilisent des investissements dans leur quartier" (Comeau et Favreau, 1998 : 14).

Implantées dans les milieux ruraux, les Sociétés d'aide au développement des collectivités contribuent également au développement des entreprises d'économie sociale sur le territoire local.

Les Sociétés d'aide au développement des collectivités (SADC)

Un peu l'équivalent des CDÉC qui sont localisées en milieu urbain, les Sociétés d'aide au développement des collectivités (SADC) sont des sociétés sans but lucratif qui font du développement local en milieu rural. En 2002, elles sont au nombre de 260 au Canada dont 55 au Québec répartis dans les différentes régions au sein de communautés rurales en difficultés. L'Outaouais compte 3 SADC : la SADC Papineau située à Buckingham qui couvre le territoire de la Vallée-de-la-Lièvre et de la Petite-Nation (1985), la SADC Vallée-de-la-Gatineau (1995) et la SADC Pontiac (1995) (voir figure I, page 12). Avec

³⁵ En 2001, 5 municipalités, dont Hull, Gatineau et Buckingham se sont fusionnées pour former la nouvelle ville de Gatineau.

une approche territoriale, elles offrent de l'aide aux entreprises et elles disposent également d'une stratégie d'intervention pour garder les jeunes dans les régions par le biais de différents programmes (<http://www.reseau-sadc.qc.ca/>). En 1998, la capitalisation de la SADC de la Vallée-de-la-Gatineau se chiffre à 1 800 000\$, celle de la SADC Papineau à 2 800 000\$ et celle de la SADC du Pontiac à 2 520 000\$ (Favreau et Beaudoin, 1998). Parmi ces fonds, la SADC gère un Fonds d'Investissement Local (FIL). “ Le FIL est un fonds d'investissements local en capital de risque ayant le statut d'organisation sans but lucratif. Par son statut et ses finalités, il fait partie des fonds de développement relevant de l'économie sociale ” (Beaudoin et Favreau, 1998 : 15).

Toujours au niveau local, les Corporations de développement communautaire (CDC) offrent des services de soutien aux organisations communautaires.

Les Corporations de développement communautaire (CDC)

Les Corporations de Développement Communautaire (CDC) regroupent des organisations communautaires dans le but de favoriser le partenariat et le développement de nouveaux services communautaires sur le territoire qu'elles desservent.

Le développement local, à la manière des CDC, consiste à 1) regrouper et consolider les organisations communautaires sur la base d'un territoire d'appartenance; 2) stimuler l'effort de développement économique et social de ce territoire sur la base de projets communautaires (Chagnon et Favreau, 2000).

Dans l'ensemble du Québec, 36 CDC regroupant 1 300 organisations communautaires sont actuellement reconnues par la Table nationale des Corporations de Développement Communautaire³⁶. Et selon cette dernière qui continue de recevoir de nombreuses demandes d'information ou d'accréditation provenant de regroupements locaux existants ou en formation, l'intérêt pour ce modèle d'organisation ne cesse de croître (TNCDC, 1998).

Dans la région de l'Outaouais, la CDC Rond Point, située à Buckingham, regroupe les organisations communautaires sur le territoire de la Vallée-de-la-Lièvre et de la Petite-Nation. Sa mission est d'assurer la participation active du mouvement populaire et communautaire au développement socio-économique de son milieu. En 1999, elle

³⁶ La Table nationale des Corporations de Développement Communautaire a pour mission de regrouper les CDC du Québec et de les soutenir dans leur mission tout en faisant la promotion de la place incontournable qu'occupe le mouvement communautaire autonome dans le développement local, dans une perspective de justice sociale et de développement global et durable de notre société.

comptait 22 membres. À l'heure actuelle la CDC Rond Point est la seule dans la région. Toutefois, le Regroupement des organismes communautaires du Pontiac (ROCP) a, dans son plan d'action de 2002-2003, le projet de devenir une Corporation de développement communautaire (CDC). L'organisation a déjà fait plusieurs démarches en ce sens et estime être rendue à la dernière étape pour se constituer en CDC. Le ROCP qui regroupe 24 membres a pour mission le partage d'informations et d'expertises, agit comme lieu de concertation et représente et défend les droits et intérêts de ses membres. Dans un avenir prochain, le ROCP désire procéder à une étude qui mesurera l'apport du communautaire sur le territoire de la MRC du Pontiac. L'objectif : " présenter le communautaire en tant que force de transformations sociales et économiques afin de faciliter la reconnaissance qui nous est due sur le territoire " (ROCP, 2002 : 21).

Enfin, les Centres Locaux de Services Communautaire participent également au développement de l'économie sociale.

Les Centres Locaux de Services Communautaires (CLSC)

Les Centres locaux de services communautaires (CLSC) par leur mission qui est d'offrir des services de santé et des services sociaux courants à la population locale, sont des acteurs qui contribuent au développement de l'économie sociale.

Ainsi, les centres locaux de services communautaires (CLSC) continuent à servir d'antennes locales aux régies régionales de la santé et des services sociaux et peuvent contribuer à repérer des besoins locaux pouvant constituer des occasions de développement de l'économie sociale (http://www.sdr.gouv.qc.ca/conj2_4.htm consulté en octobre 2002).

L'Outaouais compte 7 CLSC qui, avec ses nombreux points de services dans les municipalités périphériques, desservent l'ensemble du territoire régional. C'est principalement par l'intermédiaire des organisateurs communautaires que le soutien à l'économie sociale s'opère (Favreau et Hurtubise, 1993).

L'Outaouais est donc bien pourvu en matière d'organisations de soutien à l'économie sociale. Elles disposent également d'un appui financier important d'organisations telles que la Société de diversification économique de l'Outaouais (SDEO), la Régie régionale de la Santé et des Services Sociaux de l'Outaouais, Centraide Outaouais et le Fonds de lutte contre la pauvreté par la réinsertion au travail. Comment ces derniers ont-ils appuyé les entreprises d'économie sociale au cours des dernières années ?

UN APPUI FINANCIER POUR LES ENTREPRISES D'ÉCONOMIE SOCIALE

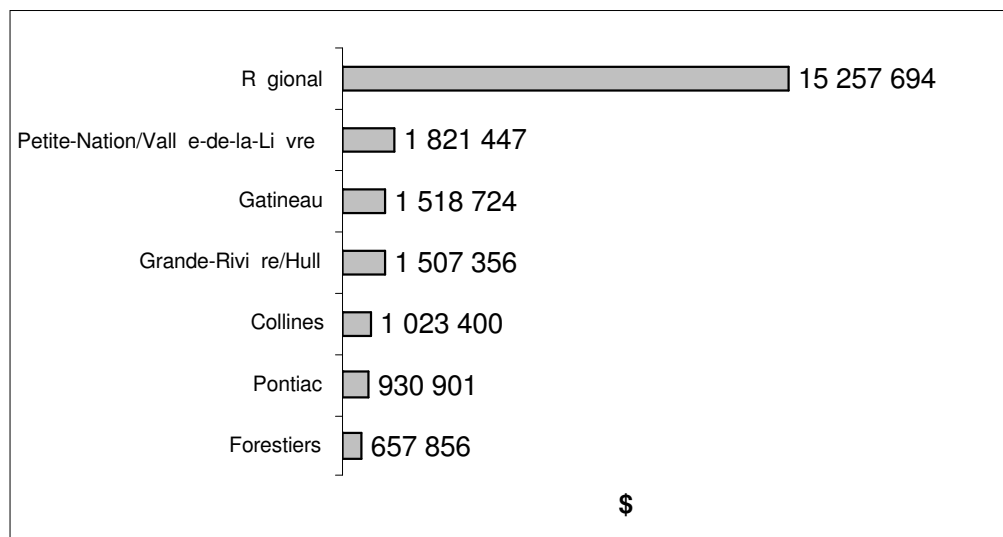
La Société de diversification économique de l'Outaouais (SDEO)

La Société de Diversification Économique de l'Outaouais (SDEO), par son mandat de diversification économique dans la région, appuie l'économie sociale en fournissant des ressources financières à des organisations dans ce secteur. En 2000, afin de favoriser l'émergence d'un nouveau dynamisme économique, la SDEO a accordé 200 000\$ aux trois Corporations de Développement Économique Communautaires (CDÉC) de la région, ce qui constitue 23% de l'ensemble des mesures d'appui accordées pour cette année.

La Régie Régionale de la Santé et des Services sociaux (RRSSS)

En plus de planifier, d'organiser et de coordonner des programmes et des services dans la région, la Régie Régionale de l'Outaouais alloue des ressources financières à des organisations communautaires qui interviennent dans le domaine de la santé et des services sociaux³⁷. Selon leur rapport annuel 1999-2000, la Régie indique qu'elle a octroyé 15,1 M \$ à 144 des 166 organisations communautaires en santé et en services sociaux de l'Outaouais. Ces organisations “ offrent des services et des activités au sein de leur communauté, notamment aux personnes âgées, aux familles, aux jeunes, aux femmes, aux personnes handicapées, aux malades et aux personnes démunies ” (Régie régionale de la santé et des services sociaux de l'Outaouais, 2000 : 18). La répartition spatiale des organisations soutenues selon les territoires des CLSC démontre que les subventions vont principalement aux organisations qui ont une portée régionale (voir figure 9). Viennent ensuite les organisations des secteurs de la Petite-Nation/Vallée-de-la-Lièvre, de Hull et de Gatineau. Les Collines, le Pontiac et le territoire des Forestiers (MRC Vallée-de-la-Gatineau) se partagent 12% des fonds de la Régie.

³⁷ Voir la Loi sur les services de santé et des services sociaux.



Centraide Outaouais

Centraide Outaouais a pour principale mission d'améliorer les conditions de vie en Outaouais en agissant comme chef de file de l'engagement communautaire et bénévole. Créé en 1943, Centraide Outaouais appuie financièrement des organisations et des programmes communautaires grâce à sa campagne annuelle.

Présentement, notre campagne de financement se classe au troisième rang au niveau provincial pour l'importance des fonds recueillis qui s'élèvent à plus de trois millions de dollars en 2000. Ces dons recueillis ont permis à près de 86 000 personnes, soit près d'une personne sur trois en Outaouais, de trouver soutien et réconfort auprès de soixante organismes communautaires de la région (<http://www.outaouais.centraide.ca/> consulté en octobre 2002).

Le Fonds de lutte contre la pauvreté

Au Québec, depuis le Sommet sur l'économie et l'emploi en 1996, les régions disposent d'un Fonds de soutien aux projets d'économie sociale : le Fonds de lutte contre la pauvreté par la réinsertion au travail. Pour la période s'étendant de 2000 à 2003, ce fonds dispose de 160 millions et appuie principalement les organismes à but non lucratif, les coopératives (sauf les coopératives de travailleuses et de travailleurs actionnaires), les Municipalités et les municipalités régionales de comté.

Ce Fonds soutient à la fois des projets de création d'emplois et des projets d'insertion en emploi qui s'adressent à des personnes pauvres. ... Les projets doivent servir à créer des emplois nouveaux, ciblant prioritairement les prestataires de la sécurité du revenu (http://www.sdr.gouv.qc.ca/conj2_3.htm consulté en octobre 2002).

Selon Andrée Mathieu d'Emploi Québec (Mathieu, 2002), le Fonds de lutte a octroyé en Outaouais plus de 11 millions de dollars en subventions à des organisations de la région depuis 1997 créant ainsi plus de 885 emplois pour des personnes en difficulté. La Corporation de gestion de la Forêt de l'aigle, la Troupe de théâtre Apichou, les Grands frères, Grandes sœurs de l'Outaouais, la Soupe populaire de Hull, l'Équipe soutien famille sont quelques-unes de ces organisations qui ont été soutenues par ce fonds en Outaouais.

Les entreprises d'économie sociale disposent donc d'appuis financiers dans la région de l'Outaouais. De plus, l'Outaouais a la chance de compter sur une université dont l'un des principaux volets de recherche est l'économie sociale.

L'ÉCONOMIE SOCIALE ET L'UNIVERSITÉ DU QUÉBEC EN OUTAOUAIS (UQO)

L'économie sociale et les collectivités locales est identifiée comme l'un des quatre domaines en consolidation dans la planification stratégique de recherche de l'Université du Québec en Outaouais (UQO). Trois principaux éléments ont contribué à cette consolidation. D'abord, l'économie sociale est l'objet de recherche et d'expertise de nombreux professeurs.

L'expertise de ces chercheurs dans l'étude des collectivités locales et de l'économie sociale est reconnue depuis un certain temps déjà. En effet, ils sont financés par les principaux organismes subventionnaires (ex. le CRSH- et plus particulièrement son programme ARUC; le FCAR et le CQRS). Ils sont également des partenaires de premier ordre du Centre de recherche sur les innovations sociales (CRISES), un regroupement interuniversitaire animé conjointement par l'UQAM avec l'UQAH, l'UQAR, l'École des HEC et l'Université Concordia. La constante collaboration des chercheurs de l'UQAH (qui compte pour presque le tiers du centre) s'est institutionnalisée en l'an 2000 par la signature d'une entente de partenariat entre ces universités (Université du Québec à Hull, 2001 : 2).

Ensuite, l'UQO accueille la revue *Économie et Solidarités* du Centre interdisciplinaire de recherche et d'information sur les entreprises collectives (CIRIEC), une revue majeure dans le domaine de l'économie sociale et du développement régional au Québec et au Canada.

Enfin, pour appuyer le tout, l'UQO compte sur deux centres de recherche qui ont comme principaux objectifs l'étude de l'économie sociale et le développement des collectivités. Il s'agit du Centre d'étude et de recherche en intervention sociale (CÉRIS) et de la Chaire de recherche en développement des collectivités (CRDC)³⁸.

Déjà à l'Université du Québec en Outaouais, plusieurs de nos travaux de recherche, à la CRDC et au CÉRIS, ont porté sur le développement social et le développement socio-économique de communautés locales par l'économie sociale, le tout souvent articulé à une problématique de l'emploi territorialisée (développement local) : les organisations et entreprises d'insertion par le travail (Assogba, 2000; Beaudoin et Favreau, 2000); le financement du développement local en milieu rural (Beaudoin et Favreau); les services de proximité tels les centres communautaires de loisirs, les cuisines collectives et le logement social comme dispositifs de socialisation et d'entraide (Fréchette, 2000; Boucher et Inkel, 2001); le développement économique communautaire et ses dispositifs d'intervention sur les bassins locaux et régionaux d'emploi (Favreau, 1995; Favreau et Lévesque, 1996 et Comeau, Favreau, Lévesque et Mendell, 2001); les politiques publiques afférentes et la gouvernance locale (Boucher et Tremblay, 1999; Favreau, 1999; Tremblay, 2002) (Favreau, Robitaille et Tremblay, 2002 : 309).

La CRDC est en activité depuis 1995 et regroupe une équipe multidisciplinaire d'une dizaine de professeurs-chercheurs de l'UQO (science politique, sociologie, histoire, géographie, travail social, relations industrielles) en plus de membres associés provenant de d'autres universités du Québec et de pays étrangers (de l'Europe, de l'Amérique Latine et de l'Afrique). Tous ont l'économie sociale et le développement des collectivités au cœur de leur recherche.

Ayant pour titulaire le sociologue Louis Favreau, l'expertise de la CRDC a été reconnue en 2002 lorsqu'elle s'est vue octroyée par le gouvernement fédéral, le titre de Chaire de recherche du Canada. Dans une démarche sélective, ce programme qui vise à développer 2 000 chaires de recherche au Canada d'ici 2005, a pour finalité d'améliorer les infrastructures du savoir et à mieux appuyer la recherche de pointe.

Le principal objectif du Programme des chaires de recherche du Canada est de permettre aux universités canadiennes, de même qu'aux instituts de recherche et aux centres hospitaliers qui leur sont affiliés, d'atteindre l'excellence dans le domaine de la recherche et de devenir des centres de recherche de classe mondiale dans l'économie du savoir à l'échelle internationale (<http://www.chairs.gc.ca/francais/propos/fiches/index.html> consulté en novembre 2002).

³⁸ Autrefois connu sous le nom de la Chaire de recherche en développement communautaire (CRDC) et du Groupe d'étude et de recherche en intervention sociale (GÉRIS).

L'économie sociale sur le réseau Internet

La CRDC est présente sur le réseau Internet avec trois sites. Le premier, le site de la CRDC et du CÉRIS, informe sur les principales activités, les projets de recherche et les publications de ces centres et rend disponibles des cahiers de recherche.

Le deuxième, le site des rencontres internationales sur la globalisation de la solidarité a été créé avec la 2^e rencontre internationale d'économie sociale et solidaire tenue à Québec en 2001. Ce site traite de l'économie sociale et solidaire et du développement local dans une perspective internationale Nord-Sud.

Enfin, l'Observatoire en économie sociale, né d'un récent partenariat avec le CRDO, constitue le troisième site de la CRDC. Inscrit dans le plan d'action pour développer l'économie sociale dans la région de l'Outaouais, l'Observatoire vise à améliorer les connaissances dans ce domaine par la diffusion de connaissances et d'expériences d'ici et d'ailleurs.

L'Observatoire en économie sociale de l'Outaouais est le premier de la sorte dans la région. Il constitue un lieu virtuel dans lequel la communauté outaouaise et tout particulièrement les acteurs sociaux impliqués de près ou de loin dans les activités liées à l'économie sociale pourront s'alimenter, s'informer et échanger sur l'évolution de ce pôle de développement économique et social dans la région, au niveau national et au plan international (<http://www.uqo.ca/observer/>).

CONCLUSION

De ce portrait sur l'économie sociale en Outaouais, nous dégageons cinq principaux constats.

Premièrement, à la lumière des chiffres et des exemples présentés dans le portrait, l'économie sociale occupe une place somme toute importante dans l'Outaouais et contribue économiquement et socialement au développement de la région. Comment? Les entreprises d'économie sociale, implantées dans une variété de secteurs d'activité, produisent des biens et des services, créent des emplois durables, investissent dans la communauté, favorisent l'entrepreneurship, génèrent des revenus autonomes, soutiennent la revitalisation des quartiers, apportent soutien et aide à la communauté, développent le sentiment d'appartenance, etc.... L'économie sociale est d'ailleurs l'affaire d'une grande proportion de la population comme en témoigne l'une des rares études sur ce secteur en Outaouais qui révèle que les organisations communautaires localisées dans la Vallée-de-la-Lièvre et la Petite-Nation rejoignent, de diverses façons, un habitant sur quatre sur ce territoire. De plus, l'économie sociale domine largement dans certains secteurs d'activité comme les services funéraires ou les services en garderie. Toutefois, ces entreprises ne sont pas réparties également dans la région. À cet effet, le Pontiac et la nouvelle ville de Gatineau ainsi que les secteurs de Hull et de Buckingham dans la nouvelle ville concentrent davantage d'entreprises d'économie sociale par rapport à leur poids démographique.

Deuxièmement, le portrait fait état de plusieurs entreprises d'économie sociale établies en Outaouais depuis plusieurs années, confirmant ainsi leur viabilité. Suite à leur succès, certaines de ces entreprises ont vu transposer leur expérience à travers le Québec. Pensons notamment au premier Carrefour Jeunesse-Emploi né dans l'Outaouais avant de s'implanter dans le reste du Québec. Les Coopératives Jeunesse de service également qui ont d'abord vu le jour en Ontario, puis se sont introduites pour la première fois au Québec en Outaouais avant de s'éparpiller aux quatre coins du Québec. Enfin, c'est également dans l'Outaouais que la première Coopérative régionale de développement a vu le jour. Aujourd'hui, ce type d'organisation est présente dans l'ensemble des régions québécoises.

Troisièmement, l'économie sociale en Outaouais est en plein essor, les entrepreneurs sociaux étant de plus en plus nombreux. À cet effet, une grande proportion du soutien financier dans les Centres locaux de développement de la région est attribué aux nouvelles entreprises d'économie sociale ou à un nouveau projet social dans une entreprise déjà existante.

Quatrièmement, tout comme au Québec, les entreprises d'économie sociale de l'Outaouais peuvent s'appuyer sur plusieurs dispositifs de développement aux échelles locale et régionale (CRDO, CDROL, CLD, CDEC, SADC, CDC, etc.). La région, sous l'égide d'une table régionale du CRDO, s'est dotée d'une vision commune de développement en

économie sociale et a favorisé la concertation et les partenariats entre les divers acteurs. Un réseautage qu'on pourrait qualifier de nouveau dans l'Outaouais.

Cinquièmement, la Chaire de recherche en développement des collectivités de l'Université du Québec en Outaouais, reconnue Chaire du Canada depuis peu, poursuit son expansion et se préoccupe toujours des questions liées à l'économie sociale au Québec, dans le monde mais bien certainement en Outaouais aussi. Le nouvel Observatoire créé récemment en partenariat avec le CRDO, ouvre également la voie à une nouvelle forme d'échange entre le milieu et l'Université faisant ainsi un pas de plus vers une meilleure connaissance de l'économie sociale en Outaouais.

Ce premier portrait de l'économie sociale en Outaouais demeure exploratoire et doit plutôt être vu comme une première étape qui conduira éventuellement à des enquêtes plus approfondies. Les connaissances dans ce domaine sont encore trop insuffisantes. Selon nous, le prochain portrait de l'économie sociale en Outaouais pourrait combiner la méthode quantitative et qualitative et inclurait les indicateurs suivants : l'âge des entreprises, le statut juridique, les secteurs d'activité, le type de clientèle, le nombre de membres coopératifs ou associatifs, le type de gestion utilisée, le degré d'autonomie, le chiffre d'affaire, le budget, le financement, le nombre d'employés à temps plein et à temps partiel, le sexe des employés, le nombre d'emplois créés au cours des deux dernières années, le salaire, le nombre de bénévoles, le nombre d'heures de travail, l'appartenance à l'économie sociale, les besoins, la rentabilité, les pratiques, les enjeux, les instances de développement, etc³⁹. En plus d'être spatialisée pour rendre compte des diverses spécificités des sous-régions, l'enquête pourrait être complétée par des études de cas d'organisations et d'entreprises innovatrices, études de cas que la CRDC a déjà entrepris dans le cadre de ses travaux (voir : <http://www.uqo.ca/observer>).

En somme, l'économie sociale est importante en Outaouais, voir essentielle pour une région qui cherche à se diversifier et à augmenter son indépendance face à sa voisine Ottawa.

Au plan social et sociopolitique, dans des sociétés comme la nôtre, pour des régions ou des communautés locales devenues incertaines de leur avenir, cela peut faire la différence entre continuer d'avancer et de se moderniser ou stagner, voire décliner. Palliatif diront certains. Plutôt fer de lance.... (Favreau, 2002).

BIBLIOGRAPHIE

ASSOGBA, Yao (2000). *Insertion des jeunes, organisation communautaire et société, L'expérience fondatrice des Carrefours jeunesse-emploi au Québec*. Collection Pratiques

³⁹ D'après les indicateurs de l'étude de SAUCIER, Carole et Nicole THIVIERGE (1999). Un portrait de l'économie sociale au Bas-Saint-Laurent. Rimouski, 152 pages.

et politiques sociales et économiques, Presses de l'université du Québec, 168 pages, <http://www.puq.quebec.ca/puq/data/D-1092.html>

BEAUDOIN, Lucie et Louis FAVREAU (2000). *Le Carrefour jeunesse emploi de l'Outaouais: Analyse et mise en perspective d'une pratique communautaire d'insertion auprès des jeunes*. Cahier CJEO no. 3, Chaire de recherche en développement communautaire, Série Pratiques économiques et sociales no. 13, <http://www.uqo.ca/crdc-geris/CahierCJEO%20.htm>

BEAUDOIN, Lucie et Louis FAVREAU (1998). *Les fonds locaux et régionaux de développement: l'itinéraire de la SADC de Papineau*. Cahier de la Chaire de recherche en développement communautaire, Série Pratiques économiques et sociales no. 2, <http://www.uqo.ca/crdc-geris/PES2.htm>

BEAUDOIN, Lucie et Patrick DUGUAY (sous la direction de FRÉCHETTE Lucie) (1997). *ODEC et la santé mentale. De l'entraide à l'ouverture sur la communauté locale*. Série pratiques sociales, n° 6, GÉRIS-UQAH, 20 pages.

BIDET, Éric (2000). Économie sociale : un éclairage théorique sur un concept méconnu.. *Revue et Économie et Solidarité*, No. 31-2, p.64 à 81.

BIDET, Éric (1997). *L'économie sociale*. Paris, Édition le monde, Collection Marabout, 212 pages.

BOUCHER, Jacques (2002). Logement, fragilités et développement local : l'évolution de l'action communautaire en Outaouais. *Quel avenir pour les régions?* Sous la direction de FAVREAU, Louis, Martin ROBITAILLE et Daniel TREMBLAY, Chaire de recherche en développement des collectivités, Université du Québec en Outaouais, p. 231 à 242.

BOUCHER, J. et A. INKEL (2001). *Mouvement communautaire et logement social : le cas de Logemen'occupe et de Mon Chez Nous*. CRDC, UQAH, 29 pages.

BOUCHER, Jacques ET Daniel TREMBLAY (1999). La gouvernance locale. *Dossier thématique de la revue Économie et Solidarité*, vol. 30, numéro 2, PUQ, Québec, p. 1 à 110.

BOURQUE, Gilles L. (2000). *Le modèle québécois de développement, De l'émergence au renouvellement*. Collection Pratiques et politiques sociales et économiques, Presses de l'Université du Québec, 276 page, <http://www.puq.quebec.ca/puq/data/D-1042.html>

CARREFOUR JEUNESSE EMPLOI DE L'OUTAOUAIS (2002). *Rapport d'Activité 2001-2002*. 8 pages, http://www.cjeo.qc.ca/200109/Nouvelles/Rapport_cjeo_01-02.pdf

CHAGNON, Lucie et Louis FAVREAU (1995). *La mise sur pied d'une Corporation de développement communautaire à Buckingham: récit d'une intervention*. CRDC, Série pratiques sociales, n° 2, GÉRIS-UQAH, 37 pages.

CHANTIER DE L'ÉCONOMIE ET DE L'EMPLOI (1996). *Osons la solidarité! Rapport du groupe de travail sur l'économie sociale*. Sommet sur l'économie et l'emploi, 95 pages, <http://www.unites.uqam.ca/econos/rososnf.pdf>

CHANTIER DE L'ÉCONOMIE SOCIALE, CSMO-ÉSAC ET RISQ (2001). Un outil original de promotion en Outaouais. *L'économie sociale en mouvement*, Cahier d'information, 4 pages.

CHANTIER DE L'ÉCONOMIE SOCIALE, CSMO-ÉSAC ET RISQ (2000). Les premiers résultats de la plus vaste étude statistique jamais réalisée sur l'action communautaire et l'économie sociale. *L'économie sociale en mouvement*, Cahier d'information, 4 pages, <http://www.chantier.qc.ca/uploads/documents/publications/286.pdf>

CHARLEBOIS, Christine (1999). Une formule québécoise unique de maintien à domicile : “ Les Habitations partagées ”. *Le Gérontophile*, 21, no 4, automne 1999, p.17 à 20.

CLD GATINEAU (2002). *Rapport annuel 2001*. 13 pages.

CLD GATINEAU (2001). *Politique d'investissement du Fonds de développement des entreprises en économie sociale du CLD Gatineau*, 8 pages, <http://www.cldgatineau.ca/documents/fes.pdf>

CLD PAPINEAU (2002). *Rapport annuel 2001*.

COMEAU, FAVREAU, LÉVESQUE ET MENDELL (2001). *Emploi, économie sociale et développement local, les nouvelles filières*. Collection Pratiques et politiques sociales et économiques, Presses de l'Université du Québec, 336 pages, <http://www.puq.quebec.ca/puq/data/D-1096.html>

COMEAU, Yvan et Louis FAVREAU (1998). *Développement économique communautaire : une synthèse de l'expérience québécoise*. Cahiers de la Chaire de recherche en développement communautaire, série Conférences #2, 23 pages, <http://www.uqo.ca/crdc-geris/C2.htm>

COMMUNAUTÉ URBAINE DE L'OUTAOUAIS (2000). *Schéma d'Aménagement révisé de la Communauté Urbaine de l'Outaouais*. Service de la planification.

CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME (2000). *Les conditions de vie des femmes et le développement local et régional dans l'Outaouais*. Collection Femmes et développement des régions, Gouvernement du Québec, 100 pages, <http://www.csf.gouv.qc.ca/telechargement/publications/AvisConditionsVieFemmesOutaouais.pdf>

CONSEIL RÉGIONAL DE DÉVELOPPEMENT DE L'OUTAOUAIS (2000). *Entente cadre de développement 2000-2005 entre le gouvernement du Québec et le Conseil régional de développement de l'Outaouais*. Hull, 37 pages, http://www.crdo.qc.ca/entente_cadre/entente_cadre_2000_2005.pdf

CONSEIL RÉGIONAL DE DÉVELOPPEMENT DE L'OUTAOUAIS (2000). *Plan d'Action régional 2000-2005 “ L'Outaouais 2010, un pôle de développement de la connaissance et du savoir ”*. Hull, 230 pages,

CONSEIL RÉGIONAL DE DÉVELOPPEMENT DE L'OUTAOUAIS (2000). *Planification stratégique régionale 2000-2004*, Hull.

COOPÉRATIVE DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL OUTAOUAIS-Laurentides (2002). *Rapport annuel 2001-2002*. 15 pages.

D'AMOURS, Martine (1997). *L'économie sociale au Québec, cadre théorique, histoire, réalités et défis*. Institut de formation en développement économique communautaire, 80 pages.

DEFOURNY, Jacques, Patrick DEVELTÈRE et Bénédicte FONTENEAU (1999). *L'économie sociale au Nord et au Sud*. Ouvertures économiques, De Boeck Université, 280 pages.

DEMOUSTIER, Danièle (2001). *L'économie sociale et solidaire : s'associer pour entreprendre autrement*. Paris, Syros, 206 pages.

DEVAULT, Annie (2000). *Les besoins des pères sont-ils remplis par les ressources existantes ?* Série Recherches, n° 11, GÉRIS-UQAH, 17 pages.

DIRECTION DE L'ORGANISATION DU TRAVAIL ET DE LA GESTION DE L'INFORMATION (2002). *Rapport annuel sur les coopératives de services financiers 2001*. Gouvernement du Québec, 86 pages, http://www.igif.gouv.qc.ca/publications/rapports_annuels/caisse_epargne_credit/rap_coop2001.pdf

DISANT, Marie-Jeanne (2002). *Le parcours de financement des entreprises d'économie sociale, point de vue des bailleurs de fonds et des entreprises*. Carrefour Québécois de développement local, 88 pages

DOUCET, Chantale, sous la direction de Louis FAVREAU et Martin ROBITAILLE (2002). *Portrait démographique de l'Outaouais et de ses sous-régions*. Cahier de la Chaire de recherche du Canada en développement des collectivités, Série développement régional, no.2, Université du Québec en Outaouais, 49 pages.

DOUCET, Chantale (2001). *La marche des femmes de Papineau*. Pour le comité de la marche des femmes de Papineau, non-publié.

EMPLOI-QUÉBEC (2002). *Proposition Planification stratégique régionale 2003-2007 Région de l'Outaouais*. 97 pages.

FAVREAU, Louis (2002). Les stratégies de relance des collectivités locales par le développement économique communautaire.. *Quel avenir pour les régions?* Sous la direction de FAVREAU, Louis, Martin ROBITAILLE et Daniel TREMBLAY, Chaire de recherche en développement des collectivités, Université du Québec en Outaouais, p. 185 à 208.

FAVREAU, Louis, Martin ROBITAILLE et Daniel TREMBLAY (sous la direction) (2002). Itinéraire de recherche en développement régional au Québec : l'expérience de l'Université du Québec en Outaouais. *Quel avenir pour les régions*, Chaire de recherche en développement des collectivités, Université du Québec en Outaouais, p. 307 à 316.

FAVREAU, Louis (2002). *L'économie sociale au Nord et au Sud : Pistes de réflexion pour une politique de recherche en développement des collectivités*. Cahier de la Chaire de recherche en développement des collectivités, Université du Québec en Outaouais, Série Rapport de recherche, no.2, 98 pages.

FAVREAU, Louis et Lucie FRÉCHETTE (2002). *Mondialisation, économie sociale, développement local et solidarité internationale*. Collection Pratiques et politiques sociales et économiques, Presse de l'Université du Québec, 201 pages.

FAVREAU, Louis (1999). *Décentralisation du service public de l'emploi et initiatives locales : l'expérience québécoise*. Cahier de la Chaire de recherche en développement communautaire, UQAH, série Recherche, numéro 15, 28 pages.

FAVREAU, Louis et Benoît LÉVESQUE (1996). *Développement économique communautaire, économie sociale et intervention*. Pratiques et politiques sociales et économiques, Presses de

l'Université du Québec, 256 pages, <http://www.puq.quebec.ca/data/DA-831.html>

FAVREAU, Louis (1995) (réédition en 2002). *Pauvreté urbaine dans l'Outaouais métropolitain : Relancer l'emploi et l'économie des quartiers en difficulté de Buckingham, Gatineau et de Hull par le développement économique communautaire*. Chaire de recherche du Canada en développement des collectivités, Université du Québec en Outaouais, Série rapport de recherche no.4, 114 pages.

FAVREAU Louis et HURTUBISE (1993). *CLSC et communautés locales. La contribution de l'organisation communautaire*. Collection pratiques et politiques sociales, Presses de l'université du Québec, 228 pages.

FORGET, Serge (2002). Le logement communautaire, une dynamique dans son milieu.. *Quel avenir pour les régions?* Sous la direction de FAVREAU, Louis, Martin ROBITAILLE et Daniel TREMBLAY, Chaire de recherche en développement des collectivités, Université du Québec en Outaouais, p. 243 à 244.

FRÉCHETTE, Lucie (2000). *Entraide et services de proximité, l'expérience des cuisines collectives*. Collection Pratiques et politiques sociales et économiques, Presses de l'Université du Québec, 214 pages, <http://www.puq.quebec.ca/data/D-1078.html>

FRÉCHETTE, Lucie et Louis FAVREAU (1996). *Répertoire des cuisines collectives en Outaouais 1996*. Série pratiques sociales, n° 3, GÉRIS-UQAH, 40 pages.

GAUDREAU, Sylvie avec la collaboration de Lucie BEAUDOIN (sous la dir. de Louis FAVREAU) (1998). *Une entreprise de formation par le travail de jeunes en difficulté: le CFER Outaouais*. Chaire de recherche en développement communautaire, Université de Québec à Hull, 27 pages.

GIRARD, Jean-Pierre (avec la collaboration de Suzi Brière) (1999). *Une identité à affirmer, un espace à occuper : aperçu historique du mouvement coopératif au Canada français*. Chaire de Coopération Guy Bernier, Université du Québec à Montréal, 20 pages, <http://www.mic.gouv.qc.ca/publications/cooperatives/histoire-cooperatives.pdf>

GRENIER, François (2002). Le CLD de la Communauté urbaine de l'Outaouais : Guichet automatique ou guichet unique? .. *Quel avenir pour les régions?* Sous la direction de FAVREAU, Louis, Martin ROBITAILLE et Daniel TREMBLAY, Chaire de recherche en développement des collectivités, Université du Québec en Outaouais, p. 301 à 303.

L'ASSOCIATION DES RÉGIONS DU QUÉBEC (2000). *L'économie sociale en région, Hypothèses d'orientation*. Document présenté au ministère du Conseil exécutif, 13 pages, http://www.regions.qc.ca/internet/publications/documents/economie_sociale_region.pdf

LACHAPELLE, René (2001), *CLSC et développement des communautés aujourd'hui*. Chaire de recherche en développement communautaire, Université du Québec à Hull, 24 pages.

LAPLANTE, Laurent (1999). Des gens capables de transformer leurs problèmes en projets collectifs. *Revue Notre-Dame*, juillet-août 1999, n. 7, p. 16 à 28.

LAVILLE, Jean-Louis (sous la direction) (1994). *L'économie solidaire une perspective internationale*. Paris, Édition Desclée de Brouwer, Collection sociologie économique,

334 pages.

LECLERC, Yvon (2002). Le CLD et le développement local : défis et enjeux.. *Quel avenir pour les régions?* Sous la direction de FAVREAU, Louis, Martin ROBITAILLE et Daniel TREMBLAY, Chaire de recherche en développement des collectivités, Université du Québec en Outaouais, p. 291 à 300.

LES ELLES DE LA PETITE-NATION (2002). *Proposition de règlements généraux*. À être adoptés lors de l'assemblée générale de fondation, 19 pages.

MATHIEU, Andrée (2002). L'expérience du Fonds de lutte contre la pauvreté par la réinsertion au travail en Outaouais. *Quel avenir pour les régions?* Sous la direction de FAVREAU, Louis, Martin ROBITAILLE et Daniel TREMBLAY, Chaire de recherche en développement des collectivités, Université du Québec en Outaouais, p. 245 à 249.

MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE (2002a). *Coopératives du Québec. Données statistiques 1999. Statistiques sur les entreprises coopératives régies par la Loi sur les entreprises coopératives*. Gouvernement du Québec, 71 pages, <http://www.mic.gouv.qc.ca/publications/cooperatives/statistiques-2001.pdf>

MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE (2002b). *Portrait des entreprises en aide domestique*. Gouvernement du Québec, 67 pages, http://www.mic.gouv.qc.ca/publications/cooperatives/Portrait_EESAD.pdf

MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE (1999). *Taux de survie des entreprises coopératives au Québec*. Gouvernement du Québec, la Direction des coopératives, 52 pages, <http://www.mic.gouv.qc.ca/publications/cooperatives/TauxSurvie.pdf>

MINISTÈRE DES RÉGIONS (2001). *Rapport triennal des centres locaux de développement (clcd) 1998-2000*. Gouvernement du Québec, 50 pages <http://www.mreg.gouv.qc.ca/fr/article/Publication/bilanclcd.pdf>

MINISTÈRE DES RÉGIONS (1998a). *Guide d'implantation des centres locaux de développement*. Gouvernement du Québec, 19 pages, <http://www.mreg.gouv.qc.ca/fr/article/Publication/guide.pdf>

MINISTÈRE DES RÉGIONS (1998b). *La Politique de soutien au développement local et régional, Conjuguer l'économie et le social, document d'information à l'intention des centres locaux de développement*. Gouvernement du Québec, 56 pages, http://www.mreg.gouv.qc.ca/fr/article/Publication/conjuguer_integral.pdf

MINISTÈRE DES RÉGIONS (1998c). *La Politique de soutien au développement local et régional, livre blanc*. Gouvernement du Québec, <http://www.mreg.gouv.qc.ca/fr/article/Publication/politic.htm>

PILON, France (2000). La Coopérative funéraire de l'Outaouais inaugure ses locaux de Hull. *Le Droit*, La Région, Samedi 29 juillet 2000, p.10.

RADIO-Canada (2002). *Les Centres de la petite enfance ne doivent pas être abolis*. Dimanche 20 octobre 2002, 12h.

RÉGIE RÉGIONALE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DE L'OUTAOUAIS (2001). *Registre des organismes communautaires de l'Outaouais oeuvrant dans le domaine de*

la santé et des services sociaux. 51 pages.

RÉGIE RÉGIONALE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DE L'OUTAOUAIS (2000). *Rapport annuel 1999-2000.* 75 pages.

REGROUPEMENT DES ORGANISMES COMMUNAUTAIRES DU PONTIAC (2002). *Rapport annuel 2001-2002.* Présenté à l'assemblée générale annuelle, 26 pages.

SAUCIER, Carole et Nicole THIVIERGE (1999). *Un portrait de l'économie sociale au Bas-Saint-Laurent assorti d'un ensemble de recommandations.* Rimouski, 152 pages.

SECRETARIAT AUX COOPÉRATIVES () *Les histoires à succès des coopératives II.* 52 pages, <http://www.agr.gc.ca/policy/coop/succes2f.pdf>

SOCIÉTÉ DE DIVERSIFICATION ÉCONOMIQUE OUTAOUAIS (2001). *Rapport annuel 2000.* 19 pages.

TABLE NATIONALE DES CORPORATIONS DE DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE (1998). *Le mouvement des corporations de développement communautaire au Québec.* 10 pages.

TESSIER, Danièle avec la collaboration de Susie ROUSSEL (1998). *L'empreinte des pratiques communautaires dans la Petite-Nation et la Vallée-de-la-Lièvre : impact social et économique.* Corporation de développement communautaire Rond Point, 82 pages.

TREMBLAY, Daniel (2002). *Le "social actif" et son impact sur le bien-être de la population.* Rapport de recherche, CÉRIS et CRDC, UQAH, 111 pages.

TREMBLAY, Marielle, Pierre-André TREMBLAY et Suzanne TREMBLAY (sous la direction) avec la collaboration de Martin TRUCHON (2002). *Développement local, économie sociale et démocratie.* Pratiques et politiques sociales et économiques, Presses de l'Université du Québec, 356 pages.

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À HULL (2001). *Plan stratégique de la recherche, résumé.* 5 pages, <http://www.chairs.gc.ca/francais/Priorite/resume/resume/UQAHull-Summary.pdf>

VAILLANCOURT, Yves et Louis FAVREAU (2000). *Le modèle québécois d'économie sociale et solidaire.* Cahiers de la Chaire de recherche en développement communautaire, Université du Québec à Hull, Série Recherche no. 18, <http://www.uqo.ca/crdc-geris/R18.htm>

ANNEXE I

LA CHAIRE DE RECHERCHE DU CANADA EN DÉVELOPPEMENT DES COLLECTIVITÉS (CRDC) DE L'UNIVERSITÉ DU QUÉBEC EN OUTAOUAIS

ORIGINE, OBJECTIFS ET ACTIVITÉS

La Chaire de recherche en développement des collectivités (CRDC) a démarré ses activités en 1995. Elle a été reconnue comme Chaire de recherche du Canada en 2002. Son titulaire est le professeur Louis Favreau, sociologue. Elle a comme finalité de contribuer à l'avancement de la théorie et des pratiques de développement des collectivités (développement local et régional, organisation communautaire, nouvelle économie sociale et politiques publiques) à partir d'un ensemble d'activités:

- de recherche;
- de formation et de conception de matériel pédagogique;
- de diffusion des connaissances;
- de services à la communauté.

SON ÉQUIPE DE CHERCHEURS

La CRDC est composée d'une équipe multidisciplinaire (sociologie, science politique, géographie, histoire, travail social, relations industrielles...) comptant une dizaine de chercheurs de l'UQO. Louis Favreau assure la direction de cette équipe. Outre les chercheurs de l'UQO, on compte également des chercheurs d'autres universités du Québec et d'ailleurs dans le monde (Europe, Afrique et Amérique latine). De plus, annuellement, une dizaine d'étudiants de deuxième et troisième cycle y sont associés comme professionnels ou assistants de recherche.

LA SPÉCIFICITÉ DE LA CHAIRE DE RECHERCHE

Les travaux de recherche de la Chaire se font à l'échelle du Québec, du Canada et des Amériques de même qu'à l'échelle internationale dans une perspective Nord-Sud. Ils portent sur la place qu'occupe le territoire et les collectivités locales dans le développement économique et social, particulièrement sur le registre des pratiques innovantes de création de richesses (en économie sociale, en organisation communautaire, en développement local et en développement régional) et sur celui des nouvelles politiques publiques de développement.

La CRDC organise son programme de travail autour des quatre chantiers suivants :

1. Le développement local et régional: les systèmes locaux de production, les gouvernances territoriales, les économies locales, l'apport des TPE, la diversification socio-économique régionale...etc.;
2. L'organisation communautaire: les associations de défense de droits au sein des collectivités locales, la capacité des services collectifs de proximité à satisfaire de nouveaux besoins, les difficultés et les conditions d'une participation citoyenne locale...;
3. La nouvelle économie sociale: les entreprises et services de cette économie sociale dans des secteurs comme la petite enfance, la récupération et du recyclage, la gestion intégrée des forêts, l'écotourisme...; les conditions d'émergence de ces initiatives; la dynamique au sein de ces entreprises sociales; les conditions de leur développement et de leur expansion...;
4. Les politiques publiques: en matière de développement local et régional, d'économie sociale, d'action communautaire...

COORDONNÉES DE LA CRDC***Louis Favreau***

Titulaire de la CRDC

Tél. : (819) 595-3900 poste 2233

Courriel : louis_favreau@uqo.ca***Joanie Rollin***

Adjointe à la coordination et professionnelle de recherche (études urbaines)

Tél. : (819) 595-3900 poste 2307

Courriel : crdc@uqo.ca***Chantale Doucet***

Professionnelle de recherche (études régionales)

Tél. : (819) 595-3900 poste: 2296

Courriel : crdc2@uqo.ca

ANNEXE II

MAÎTRISE EN DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL

À L'UQO

UNE FORMATION À LA HAUTEUR DES DÉFIS DU DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL

Cette maîtrise, offerte en collaboration avec l'Université du Québec à Rimouski, est un programme interdisciplinaire en développement régional mettant à contribution plusieurs domaines des sciences sociales et humaines. Cette formation couvre les dimensions économiques, politiques, sociales, de même que culturelles, historiques et géographiques liées au développement des régions et cela tant dans les pays industrialisés que ceux en développement. Cependant, une attention est accordée aux réalités du développement de la région de l'Outaouais (ex. : les liens entre l'urbain et le rural et le développement d'une région en situation frontalière).

Ce programme vise donc à habiliter, les étudiantes et étudiants, à l'analyse scientifique des diverses dimensions du développement régional et à dispenser les connaissances théoriques et pratiques nécessaires à la compréhension des problèmes liés à ce champ disciplinaire. La formation de chercheur-intervenant en développement régional ainsi que des analystes capables de soutenir des processus de changement et de développement est une préoccupation centrale de ce programme.

UNE APPROCHE QUI CONTRIBUE À L'ESSOR D'UNE RÉGION

Les étudiantes et étudiants peuvent choisir entre deux cheminements conduisant à la rédaction d'un mémoire. Le premier fait appel aux techniques classiques de recherche en sciences humaines, tandis que le deuxième permet de réaliser une recherche-action dans le cadre d'un stage. D'ailleurs, les cours du programme sont donnés selon une formule *semi-intensive* s'échelonnant du mercredi soir au samedi, une fois par mois. Cette formule permet aux personnes en emploi de poursuivre des études tout en demeurant actives professionnellement.

UN BESOIN DE MAIN-D'ŒUVRE IMPORTANT

Depuis quelques années les gouvernements sont beaucoup plus sensibles aux questions touchant le développement régional et plusieurs politiques, tant fédérales que provinciales, ont favorisé le déploiement d'organisations vouées à cette mission (Conseils régionaux de développement, Centres locaux de développement, Services d'aide au développement des collectivités, Corporations de développement économique communautaire, Centres locaux d'emploi, etc.). Ces organisations ont donc besoin de personnes qualifiées pouvant contribuer au développement des régions et des collectivités locales.

Coordonnées du responsable

Martin Robitaille, Ph.D. en Sociologie,
Tél. : (819) 595-3900 2232

Département de travail social et des sciences sociales
courriel: martin_robaille@uqo.ca

BACCALAURÉAT EN SCIENCES SOCIALES À L'UQO (AVEC MAJEURE ET MINEURE)

UNE FORMATION SOUPLE QUI RÉPOND AUX BESOINS DU MARCHÉ DU TRAVAIL

La formation offerte à l'étudiant, dans le cadre de ce nouveau programme, lui permet d'acquérir des connaissances à caractère théorique et méthodologique dans la discipline de son choix tout en diversifiant le champ de ses compétences spécifiques par l'ajout d'une mineure. À travers les choix qu'il effectue, tant sur le plan de la majeure que de la mineure, il peut ajuster l'acquisition de ces connaissances et de ces compétences à ses propres besoins et projets, sans pour autant restreindre de manière étroite la gamme des possibilités que lui offriront le marché de l'emploi et les programmes de formation de cycles supérieurs.

Majeures

- science politique
- sociologie

Mineures

- sociologie (si la majeure est en science politique)
- développement local et régional
- science politique (si la majeure est en sociologie)
- développement international
- histoire
- technologies de l'information et des communications
- communication publique
- politiques publiques du travail

Cette formation lui offre également la possibilité de suivre des cours d'enrichissement dans une langue seconde (l'anglais ou l'espagnol) ainsi que l'opportunité d'effectuer un stage en milieu de travail (crédité mais non rémunéré). En plus des connaissances théoriques et méthodologiques, l'étudiant qui complète ce programme acquiert des compétences qui l'aident à comprendre, analyser et agir efficacement dans divers contextes professionnels et à divers niveaux d'activités (institutionnel, communautaire, public, privé, local, international, etc.).

UN BESOIN DE MAIN-D'ŒUVRE QUALIFIÉE

Un diplômé du baccalauréat en sciences sociales avec majeure en science politique ou majeure en sociologie peut oeuvrer dans divers champs d'activités professionnelles au sein des institutions gouvernementales et dans les secteurs parapublic, privé ou communautaire. Dans la région de l'Outaouais, selon des études récemment effectuées par Emploi-Québec, les perspectives d'emploi pour les professionnels des sciences sociales sont considérées comme très favorables.

Coordonnées du responsable

Daniel Tremblay

Programme des sciences sociales et communication

Tél. : 595-3900, poste 2503
ou sans frais au 1 800 567-1283, poste 2503

Daniel.Tremblay@uqo.ca

Annexe III : liste des organisations communautaires en Outaouais par municipalité

<u>Nom de l'organisme</u>	<u>Municipalité</u>
<u>Au-Pic d'Aylmer</u>	Aylmer
<u>Centre alimentaire Aylmer</u>	Aylmer
<u>Centre communautaire "Entre-Nous"</u>	Aylmer
<u>Centre d'action bénévole accès</u>	Aylmer
<u>Enrich - Réseau anglophone des ressources en santé communautaire</u>	Aylmer
<u>Equipe soutien-famille</u>	Aylmer
<u>Groupe communautaire Deschênes</u>	Aylmer
<u>L'autre chez soi inc.</u>	Aylmer
<u>Maison Mathieu Froment-Savoie</u>	Aylmer
<u>Résidences communautaires en santé mentale de l'Outaouais</u>	Aylmer
<u>Vallée-Jeunesse</u>	Aylmer
<u>CHÂTELET (CPE LE, INST)</u>	Aylmer
<u>MAISON DES PETITS CASTORS (CPE LA, INST/MF)</u>	Aylmer
<u>PETITS LURONS (CPE AUX, INST/MF)</u>	Aylmer
<u>RIBAMBELLE D'AYLMER (CPE LA, MF)</u>	Aylmer
<u>Popote roulante d'Aylmer</u>	Aylmer
<u>Association des Bénévoles de la Vallée de la Lièvre</u>	Buckingham
<u>Association pour enfants exceptionnels de Papineau</u>	Buckingham
<u>Cantine des aînés et aînées de Buckingham</u>	Buckingham
<u>Carrefour jeunesse emploi Papineau</u>	Buckingham
<u>Centre Actu-Elle</u>	Buckingham
<u>centre d'entraide des aînés de Buckingham</u>	Buckingham
<u>Comité Alpha Papineau</u>	Buckingham
<u>Grenier d'apprentissage Jacques L. Charbonneau</u>	Buckingham
<u>M-Ado jeunes de Buckingham</u>	Buckingham
<u>Maison de la famille Vallée de la Lièvre</u>	Buckingham
<u>Maison des jeunes M-Ado</u>	Buckingham
<u>Maison d'hébergement pour Elles des deux Vallées</u>	Buckingham
<u>Organisme de développement et d'entraide communautaire (O.D.E.C.)</u>	Buckingham
<u>S.O.S. Contact Ai-To Inc.</u>	Buckingham
<u>GRANDE ENVOLÉE (CPE LA, INST)</u>	Buckingham
<u>OISEAU BLEU (CPE L', INST)</u>	Buckingham
<u>Carrefour Jeunesse-Emploi du Pontiac</u>	Campbell's Bay
<u>Transport de l'Age d'Or de Campbell's Bay Inc.</u>	Campbell's Bay
<u>1-2-3 PICABOU (CPE, INST/MF)</u>	Campbell's Bay
<u>Entrepreneurship plus</u>	Campbell's Bay
<u>jardin éducatif du Pontiac</u>	Campbell's Bay
<u>Maisons des jeunes du Pontiac</u>	Campbell's Bay
<u>Services de Répit du Pontiac</u>	Campbell's Bay
<u>Corporation des services communautaires de Cantley</u>	Cantley
<u>PETITS CAMPAGNARDS (CPE AUX, INST/MF)</u>	Cantley
<u>Maison Libère-Elles</u>	Chelsea
<u>Comité sports loisirs de Chénéville inc.</u>	Chénéville
<u>Maison des jeunes de Chénéville</u>	Chénéville

<u>Centre Intervalle Pontiac</u>	Fort-Coulonge
<u>Comptoir St-Pierre de Fort-Coulonge inc.</u>	Fort-Coulonge
<u>L'Entourelle</u>	Fort-Coulonge
<u>Centre de l'âge d'or et des jeunes de Fort-Coulonge</u>	Fort-Coulonge
<u>Adojeune Inc</u>	Gatineau
<u>Amis et amies de St-François-de-Sales</u>	Gatineau
<u>Association de la Fibromyalgie de l'Outaouais</u>	Gatineau
<u>Association pour personnes souffrant de douleur chronique</u>	Gatineau
<u>Atelier en couleur de Hull Inc.</u>	Gatineau
<u>Carrefour jeunesse-emploi de l'Outaouais</u>	Gatineau
<u>Centre communautaire des aînés</u>	Gatineau
<u>Centre d'action bénévole de Gatineau</u>	Gatineau
<u>centre d'animation familiale de l'Outaouais Inc.</u>	Gatineau
<u>Centre de l'enfant Pont Magique</u>	Gatineau
<u>Centre de rencontre Arc-en-ciel Ltée</u>	Gatineau
<u>centre d'entraide La Destinée</u>	Gatineau
<u>Centre des aînés de Gatineau</u>	Gatineau
<u>Centre inter-section H.A.G.</u>	Gatineau
<u>Comité solidarité Gatineau- Ouest</u>	Gatineau
<u>Donnes-toi une chance</u>	Gatineau
<u>Entraide Cancer</u>	Gatineau
<u>Entraide pères-enfants séparés de l'Outaouais</u>	Gatineau
<u>Entre deux roues</u>	Gatineau
<u>Espoir Rosalie de Gatineau</u>	Gatineau
<u>Habitations Nouveau départ</u>	Gatineau
<u>L'Amicale des handicapés physiques de l'Outaouais métropolitain Inc.</u>	Gatineau
<u>Maison Alonzo Wright</u>	Gatineau
<u>Maison de la famille de Gatineau</u>	Gatineau
<u>Maison unies vers femmes</u>	Gatineau
<u>Mouvement international de Nicolas-Gatineau</u>	Gatineau
<u>Organisation Tête ensemble</u>	Gatineau
<u>Pointe aux Jeunes Inc.</u>	Gatineau
<u>Regroupement des cuisines collectives de Gatineau</u>	Gatineau
<u>Regroupement des organismes communautaires de l'Outaouais en santé et services sociaux (ROCO-S.S.S.)</u>	Gatineau
<u>Regroupement des organismes du milieu communautaire du programme nutri-boîte</u>	Gatineau
<u>Relais des jeunes Gatinois</u>	Gatineau
<u>Ressource d'aide et de dépannage pour alcooliques et toxicomanes de Luskville</u>	Gatineau
<u>Saga jeunesse</u>	Gatineau
<u>Soupière de l'amitié de Gatineau inc.</u>	Gatineau
<u>Tél-aide Outaouais</u>	Gatineau
<u>ALAKAZOU (CPE, INST)</u>	Gatineau
<u>BÉBÉJOU (CPE, INST/MF)</u>	Gatineau
<u>BONJOUR (CPE LE, INST)</u>	Gatineau
<u>CIBOULETTE DE GATINEAU (CPE LA, INST)</u>	Gatineau
<u>COUP DE POUCE (CPE, INST/MF)</u>	Gatineau
<u>ENFANTS D'ABORD (CPE LES, INST/MF)</u>	Gatineau
<u>FEUX FOLLETS (CPE LES, INST)</u>	Gatineau

<u>GATINERIE (CPE LA, MF)</u>	Gatineau
<u>JONGLERIE (CPE LA, INST)</u>	Gatineau
<u>LIMBOUR (CPE DE, INST)</u>	Gatineau
<u>MARIE SOLEIL (CPE, INST)</u>	Gatineau
<u>NACELLE (CPE LA, INST)</u>	Gatineau
<u>PETITS PIEDS (CPE, INST)</u>	Gatineau
<u>RAYONS DE LUNE (CPE, INST/MF)</u>	Gatineau
<u>TAMANOIR (CPE LE, INST/MF)</u>	Gatineau
<u>Association féminine d'éducation et d'action sociale de Gracefield</u>	Gracefield
<u>Jeunesse sans frontières de la Vallée-de-la-Gatineau</u>	Gracefield
<u>Académie de gérontologie de l'Outaouais</u>	Hull
<u>Académie des retraités de l'Outaouais</u>	Hull
<u>Accueil-Parrainage Outaouais</u>	Hull
<u>Action santé Outaouais</u>	Hull
<u>Animation 55 et plus</u>	Hull
<u>Antre-Hulloises</u>	Hull
<u>Arche Agapè Inc.</u>	Hull
<u>Assemblée des groupes de femmes d'interventions régionales (AGIR)</u>	Hull
<u>Association coopérative d'économie familiale de l'Outaouais</u>	Hull
<u>Association de l'ouie de l'Outaouais</u>	Hull
<u>association des familles monoparentales et recomposées de l'Outaouais</u>	Hull
<u>Association des femmes immigrantes de l'Outaouais</u>	Hull
<u>Association des neurotraumatisés - Région de l'Outaouais</u>	Hull
<u>Association des personnes handicapées visuelles de l'Outaouais</u>	Hull
<u>association pour enfants ayant des troubles d'apprentissage (chapitre de l'Outaouais)</u>	Hull
<u>Association pour la défense des droits sociaux, Hull</u>	Hull
<u>Association pour la prévent. de la toxic. et de l'alcool. chez les femmes d'Outaouais</u>	Hull
<u>Association pour l'intégration communautaire de l'Outaouais</u>	Hull
<u>Association régionale de loisirs pour personnes handicapées Outaouais</u>	Hull
<u>Avenue des jeunes</u>	Hull
<u>Bureau régional d'action SIDA Outaouais</u>	Hull
<u>C.A.P. Santé Outaouais (Centre d'activités promotionnelles)</u>	Hull
<u>Camp Gatineau Inc.</u>	Hull
<u>Centre d'action bénévole de Hull</u>	Hull
<u>centre d'aide 24/7</u>	Hull
<u>Centre d'aide et de lutte contre les agressions sexuelles Outaouais</u>	Hull
<u>Centre d'assistance et d'accompagnement aux plaintes Outaouais</u>	Hull
<u>Centre de formation en entreprise et récupération (CFER)</u>	Hull
<u>Centre d'information et d'action sociale de l'Outaouais</u>	Hull
<u>Centre d'intervention en abus sexuels pour la famille</u>	Hull
<u>Centre d'intervention et de prévention en toxicomanie de l'Outaouais</u>	Hull
<u>centre du silence inc.</u>	Hull
<u>Centre Mechtilde inc.</u>	Hull
<u>Comité des résidants du secteur Daniel-Johnson de Hull</u>	Hull
<u>Conseil interculturel de l'Outaouais (CIO)</u>	Hull
<u>Droits-Accès de l'Outaouais</u>	Hull
<u>Enfants de l'espoir de Hull</u>	Hull

<u>Entraide familiale de l'Outaouais Inc.</u>	Hull
<u>Entraide-Deuil de l'Outaouais</u>	Hull
<u>Epilepsie Outaouais</u>	Hull
<u>Espace Outaouais</u>	Hull
<u>Gîte ami</u>	Hull
<u>Grands frères et grandes soeurs de l'Outaouais Inc.</u>	Hull
<u>Groupe d'entraide Les Bipos</u>	Hull
<u>Groupe entre femmes de l'Outaouais</u>	Hull
<u>Habitations partagées l'Outaouais urbain</u>	Hull
<u>Hébergevac Desjardins</u>	Hull
<u>L'Alternative Outaouais</u>	Hull
<u>L'Apogée" Assoc. pour parents et amis de la personne ayant un problème de santé mentale</u>	Hull
<u>L'Envol S.R.T. Service de retour au travail</u>	Hull
<u>Logement intégré de Hull Inc.</u>	Hull
<u>Logement occupé</u>	Hull
<u>Maison de la famille de l'Ile</u>	Hull
<u>Maison de l'Amitié de Hull</u>	Hull
<u>Maison réalité inc.</u>	Hull
<u>Moments'hommes</u>	Hull
<u>Mon chez-nous incorporée</u>	Hull
<u>Mouvement action-chômage Outaouais</u>	Hull
<u>Naissance-renaissance Outaouais</u>	Hull
<u>Prévention spécialisée en toxicomanie</u>	Hull
<u>Regroupement des associations de personnes handicapées de l'Outaouais (R.A.P.H.O.)</u>	Hull
<u>Regroupement des organismes communautaires en santé mentale de l'Outaouais (ROCSMO)</u>	Hull
<u>Ressources d'hébergement jeunesse dépannage de l'Outaouais</u>	Hull
<u>Retraités bénévoles de Hull</u>	Hull
<u>Service régional d'interprétation visuelle de l'Outaouais</u>	Hull
<u>Société alzheimer de l'Outaouais Québécois</u>	Hull
<u>Société canadienne de la sclérose en plaques de l'Outaouais</u>	Hull
<u>Soupe Populaire de Hull, Inc</u>	Hull
<u>Table-Ronde des organismes volontaires d'éducation populaire de l'Outaouais</u>	Hull
<u>Trait d'union Outaouais Inc.</u>	Hull
<u>BALUCHON (CPE LE, INST)</u>	Hull
<u>CHEZ CORNEMUSE (CPE, INST)</u>	Hull
<u>HAUTES-PLAINES (CPE DES, INST/MF)</u>	Hull
<u>ÎLE DES ENFANTS (CPE L', INST/MF)</u>	Hull
<u>JEUNE RONDE (CPE LA, INST)</u>	Hull
<u>JOS.-MONTFERRAND (CPE, INST)</u>	Hull
<u>NIDS DES PETITS (CPE AUX, INST/MF)</u>	Hull
<u>PAYS DES ANGES (CPE AU, INST/MF)</u>	Hull
<u>PORTAGE (CPE DU, INST)</u>	Hull
<u>PREMIERS PAS (CPE DES, INST/MF)</u>	Hull
<u>TERRASSES (CPE LES, INST)</u>	Hull
<u>TROIS POMMES (CPE AUX, INST)</u>	Hull
<u>UNIVERS DES PETITS (CPE L', INST)</u>	Hull

<u>Contacts Femmes-Enfants</u>	Lac Ste-Marie
<u>Albatros Maniwaki (Haute Gatineau)</u>	Maniwaki
<u>Alliance autochtone local 18 Maniwaki inc.</u>	Maniwaki
<u>Association de solidarité et d'entraide communautaire de la Haute-Gatineau</u>	Maniwaki
<u>Bénévoles de la popote roulante de Maniwaki Inc.</u>	Maniwaki
<u>Carrefour Jeunesse-Emploi de la Vallée-de-la-Gatineau</u>	Maniwaki
<u>Centre Jean Bosco de Maniwaki</u>	Maniwaki
<u>Centre parents-enfants de la Haute-Gatineau</u>	Maniwaki
<u>équipe des bénévoles de la Haute-Gatineau</u>	Maniwaki
<u>Groupe M.A.M.A.N</u>	Maniwaki
<u>Halte-femme Haute-Gatineau</u>	Maniwaki
<u>L'Impact - Rivière Gatineau</u>	Maniwaki
<u>Maison amitié pour les sans-abri de la Haute-Gatineau</u>	Maniwaki
<u>Mani-Jeunes inc.</u>	Maniwaki
<u>Suicide Détour</u>	Maniwaki
<u>BOTTINE DE MANIWAKI (CPE LA, INST)</u>	Maniwaki
<u>RÉSEAU PETITS PAS (CPE, INST/MF)</u>	Maniwaki
<u>Mont d'Or</u>	Mansfield
<u>Patro de Fort-Coulonge / Mansfield</u>	Mansfield
<u>Maison Le Ricochet</u>	Masham
<u>Mashado</u>	Masham
<u>Association pour l'intégration communautaires de la Vallée "La Lanterne"</u>	Masham
<u>Maison de jeunes Le Panda de Masson-Angers (secteur Angers)</u>	Masson-Angers
<u>PETITS FRIPONS (CPE LES, INST)</u>	Masson-Angers
<u>TROIS PETITS POINTS... (CPE, INST/MF)</u>	Masson-Angers
<u>ZAMIZOU (CPE, INST/MF)</u>	Masson-Angers
<u>Corporation de développement économique de Papineau</u>	Montebello
<u>Maison des jeunes de Montpellier</u>	Montpellier
<u>Organisme d'aide et de support à l'intégration sociale (O.D.A.S.I.S.)</u>	Namur
<u>Ressource jeunesse de la Basse-Lièvre</u>	N-D-de-la-Salette
<u>Centre d'artisanat d'Otter Lake inc.</u>	Otter Lake
<u>Ateliers Formatech</u>	Papineauville
<u>Prévention C.E.S.A.R.</u>	Papineauville
<u>PETITE-NATION (CPE DE LA, INST/MF)</u>	Papineauville
<u>Maison de la famille du Pontiac</u>	Pontiac
<u>TEBIZINAN (CPE, INST)</u>	Pontiac
<u>Entraide alimentaire Quyon</u>	Quyon
<u>Maison de la famille de Quyon</u>	Quyon
<u>Comité bénévoles de transport de Rapide-des-Joachims Inc.</u>	Rapides-des-Joachims
<u>Banque alimentaire de la Petite Nation</u>	Ripon
<u>Maison de la famille Petite-Nation</u>	St-André Avellin
<u>Maison des jeunes d'Avellin</u>	St-André Avellin
<u>Association pour les personnes handicapées de la Petite Nation</u>	St-André-Avellin
<u>Les Elles de la Petite-Nation</u>	St-André-Avellin
<u>MILLE COULEURS (CPE AUX, MF)</u>	St-André-Avellin
<u>Atelier de formation socioprofessionnelle de la Petite-Nation</u>	St-André-Avellin
<u>Comité régional du troisième âge de la Petite Nation</u>	St-André-Avellin

<u>Atelier d'éducation populaire</u>	St-Émile-de-Suffolk
<u>Service animation jeunesse de l'Outaouais Inc.</u>	St-Sixte
<u>Salon des jeunes de Thurso</u>	Thurso
<u>Accom-Palli</u>	Val-des-Monts
<u>Centre de ressourcement pour la famille de l'Outaouais</u>	Val-des-Monts
<u>Maison de jeunes Val-Jeunesse</u>	Val-des-Monts
<u>Comité de bénévolat pour la région Pontiac Ouest Inc.</u>	Waltham

**Annexe IV : Liste des coopératives en activités dans la région de l'Outaouais, 2002
(source : CDROL).**

Nom de la coopérative	Ville
COOPERATIVE DE COMMERCE D'ALIMENTS NATURELS, SOL, D'AYLMER	Aylmer
COOPERATIVE D'HABITATION GRANDE-RIVIERE D'AYLMER	Aylmer
COOPERATIVE DE TRAVAIL EN COURTAGE IMMOBILIER DE L'OUTAOUAIS	Aylmer
COOPERATIVE D'HABITATION L'ENVOL DE BUCKINGHAM	Buckingham
COOPERATIVE D'HABITATION BON VIVANT DE BUCKINGHAM	Buckingham
COOPÉRATIVE DE TRAVAILLEURS APIDOR	Buckingham
COOPÉRATIVE DE SOLIDARITÉ EN AMÉNAGEMENT FORESTIER DE DUHAMEL	Duhamel
COOPERATIVE FORESTIERE DE L'OUTAOUAIS	Fort-Coulonge
FEDERATION DES COOPERATIVES D'HABITATION DE L'OUTAOUAIS	Gatineau
COOPERATIVE D'HABITATION MARIE CREVIER (GATINEAU)	Gatineau
COOPERATIVE D'HABITATION LE TRAIT D'UNION DE GATINEAU	Gatineau
COOPERATIVE D'HABITATION LE PARTAGE (GATINEAU)	Gatineau
LA COOPERATIVE D'HABITATION TOIT ET MOI (GATINEAU)	Gatineau
COOPERATIVE D'HABITATION L'ALTERNATIVE (HULL)	Gatineau
COOPERATIVE D'HABITATION ARC-EN-CIEL (GATINEAU)	Gatineau
COOPERATIVE D'HABITATION LES RAPIDES DE LA GATINEAU	Gatineau
COOPERATIVE D'HABITATION CLAIR DE LUNE DE GATINEAU	Gatineau
COOPÉRATIVE DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL OUTAOUAIS-LAURENTIDES	Gatineau
COOPERATIVE D'HABITATION DE LA VERENDRYE (GATINEAU)	Gatineau
COOPERATIVE DES TECHNICIENS AMBULANCIERS DE L'OUTAOUAIS	Gatineau
COOPÉRATIVE D'HABITATION LA MONTEE	Gatineau
COOPERATIVE D'HABITATION NOUVELLE VAGUE	Gatineau
COOPERATIVE D'HABITATION DE LA HAUTE RIVE D'AYLMER	Gatineau
COOPERATIVE DE SOLIDARITE DE TRANSPORT ADAPTE JMB DE L'OUTAOUAIS	Gatineau
COOPERATIVE D'HABITATION LE TRIEDE DE HULL	Gatineau
COOPÉRATIVE DE SOLIDARITÉ DE SOINS DE SANTÉ D'AYLMER	Gatineau
COOPÉRATIVE DE TRAVAIL BIOTERRA	Gatineau
COOPÉRATIVE DE SOLIDARITÉ EN DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE COMMUNAUTAIRE DE GATINEAU	Gatineau
COOPÉRATIVE DE TRAVAIL DES JARDINS BIOLOGIQUES DE GATINEAU	Gatineau
COOPÉRATIVE DE TRAVAIL CENTRE POUR MIEUX VIVRE DE L'OUTAOUAIS	Gatineau
SOCIÉTÉ COOPERATIVE AGRICOLE DE GRACEFIELD	Gracefield
COOPERATIVE D'HABITATION REBOUL - REBOUL HOUSING COOPERATIVE	Hull
COOPERATIVE D'HABITATION DU LAC-DES-FEES	Hull
LA COOPERATIVE D'HABITATION DU LAC (HULL)	Hull
COOPERATIVE D'HABITATION DUHAUT (HULL)	Hull
COOPERATIVE D'HABITATION DU MONT-BLEU (HULL)	Hull
COOPERATIVE D'HABITATION ST-LOUIS DE HULL	Hull
COOPERATIVE D'HABITATION "LE RUISSEAU" (HULL)	Hull
COOPERATIVE D'HABITATION "SUR L'ILE" (HULL)	Hull
COOPERATIVE D'HABITATION VAL TETREAU (HULL)	Hull
COOPERATIVE D'HABITATION ST-JOSEPH (HULL)	Hull

COOPERATIVE D'HABITATION DU FAUBOURG (HULL)	Hull
COOPERATIVE D'HABITATION DU COTEAU (HULL)	Hull
COOPERATIVE D'HABITATION LE 400 RIEL (HULL)	Hull
L'ASSOCIATION COOPERATIVE D'ECONOMIE FAMILIALE DE L'OUTAOUAIS	Hull
CENTRE DE LA PETITE ENFANCE COOP LIBELLE	Hull
COOPERATIVE D'HABITATION DE LA FALAISE (HULL)	Hull
COOPERATIVE D'HABITATION LE 79 BOUCHERVILLE	Hull
ENTREPRISE COOPERATIVE LINGUISTIQUE DE L'OUTAOUAIS, ECLO	Hull
COOPERATIVE D'HABITATION LE CHATEAU (HULL)	Hull
LA COOPERATIVE D'HABITATION CHANTIGNY DE HULL	Hull
COOPERATIVE FUNERAIRE DE L'OUTAOUAIS	Hull
COOPERATIVE DE TRADUCTION COTRAD	Hull
COOPERATIVE DE SERVICES DE TRAVAILLEURS AUTONOMES "COOP HARMONIE PLUS"	Hull
COOPERATIVE DE SOLIDARITE DE SERVICES AUX ORGANISMES D'HABITATION DE L'OUTAOUAIS	Hull
COOPERATIVE DE TRAVAIL EN SERVICES DE CAFETERIA VISION-AVENIR	Hull
COOPERATIVE DE TRAVAILLEURS LA FOULEE SPORTIVE	Hull
COOPERATIVE COLLÉGIALE ET UNIVERSITAIRE DE L'OUTAOUAIS	Hull
COOPERATIVE DE TRAVAILLEURS ACTIONNAIRES DU GROUPE AUPEL	Hull
COOPÉRATIVE DE SOLIDARITÉ EN MILIEU SCOLAIRE DU MULTICOLLÈGE	Hull
COOPÉRATIVE DE TRAVAIL DISTRIBUTION M & R	Hull
COOPÉRATIVE DE SOLIDARITÉ AGROTOURISTIQUE ET ÉDUCATIVE DE L'OUTAOUAIS	La Pêche
COOPERATIVE D'HABITATION "LE DOMAINE DE MANIWAKI"	Maniwaki
COOPERATIVE D'HABITATION LES PIONNIERS DE MANIWAKI	Maniwaki
COOPERATIVE DE SOLIDARITE D'AIDE DOMESTIQUE DE LA VALLEE-DE-LA-GATINEAU	Maniwaki
COOPÉRATIVE DE SOLIDARITÉ LES ATELIERS BOIREC	Maniwaki
COOPERATIVE D'AMENAGEMENT FORESTIER SYLVAMI	Messines
COOPERATIVE FORESTIERE DE PAPINEAU-LABELLE	Montpellier
COOPÉRATIVE DE SOLIDARITÉ DES QUILLEURS DE LA LIÈVRE	Notre-Dame-de-la-Salette
COOPERATIVE DE SOLIDARITE EN AIDE DOMESTIQUE DES 1001 CORVÉES	Papineauville
COOPERATIVE D'AQUEDUC AGRICOLE DE PAPINEAU	Plaisance
COOPERATIVE DE MISE EN MARCHÉ OVINE DE L'OUTAOUAIS	Saint-André-Avellin
COOPERATIVE DE PRODUCTEURS AGRO-BIOLOGIQUES DE PAPINEAU	Saint-André-Avellin
COOPERATIVE D'UTILISATION DE MATERIEL AGRICOLE DU PONTIAC / PONTIAC MACHINERY COOP.	Shawville
COOPERATIVE AGRO-ALIMENTAIRE DES VALLEES, OUTAOUAIS-LAURENTIDES	Thurso
COOPERATIVE D'HABITATION DU CENTENAIRE DE THURSO	Thurso
COOPERATIVE D'UTILISATION DE MATERIEL AGRICOLE DE LA PETITE-NATION ET DE LA LIEVRE	Thurso

Annexe V : Définition des types de coopératives (Source : ministère de l'Industrie et du Commerce, 2002a : 13).

DÉFINITION DES CINQ GRANDS TYPES DE COOPÉRATIVES

TYPE	DÉFINITION	EXEMPLES
Coopérative de consommateurs	Elle fournit des biens et services à ses membres pour leur usage personnel.	<ul style="list-style-type: none"> • Commerce de détail (alimentation) • Habitation • Funéraire • Câblodistribution
Coopérative de producteurs	Elle approvisionne ses membres en biens et services d'utilité professionnelle; elle peut également transformer et mettre en marché les produits de ses membres.	<ul style="list-style-type: none"> • Production agricole • Taxi • Services aux entreprises
Coopérative de travailleurs	Elle exploite une entreprise dans le but de fournir du travail à ses membres.	<ul style="list-style-type: none"> • Forêt • Secteur ambulancier • Services aux entreprises
Coopérative de travailleurs actionnaire	Elle regroupe sous forme coopérative l'ensemble des employés d'une compagnie dans laquelle ils détiennent collectivement un bloc d'actions.	<ul style="list-style-type: none"> • Pâtes et papier • Transformation du minéral • Fabrication en général
Coopérative de solidarité	Elle regroupe à la fois comme membre des utilisateurs des services offerts par la coopérative et des travailleurs oeuvrant au sein de celle-ci. Elle peut également avoir comme membre de soutien toute personne ou société ayant un intérêt économique ou social dans l'atteinte de l'objet de la coopérative. (Ce type de coopérative a été introduit en 1997.)	<ul style="list-style-type: none"> • Services et soins à domicile • Tourisme et plein air • Équipements collectifs

Annexe VI : Tableau résumant les objectifs du CRDO en matière d'économie sociale, les actions et les résultats visés

PLANIFICATION RÉGIONALE ET ENTENTE CADRE			PLAN D'ACTION	
	OBJECTIFS	OBJECTIFS SPÉCIFIQUE	ACTIONS	RÉSULTATS VISÉS
<p>AXE 1 : Développer et diversifier l'économie en s'appuyant sur l'entrepreneursip et l'innovation</p> <p>CIBLE : Économie sociale et développement communautaire</p> <p>Stratégies de développement : Promouvoir l'économie sociale comme voie de développement économique régional</p> <p>Soutenir un modèle de développement économique et social axé sur l'amélioration de la qualité de vie et du bien-être des individus et des collectivités et sur la lutte à la pauvreté et l'exclusion</p>	<p>1 Supporter l'émergence des projets dans tous les marchés et identifier les créneaux porteurs</p>	<p>1.1 Diffuser l'information sur les créneaux porteurs et les occasions d'affaires</p>	<p>Explorer le potentiel du transport en commun en milieu rural</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Dresser l'inventaire des projets en région ▪ Identifier les besoins (En lien avec la Table Jeunes et la Table Femmes) 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Bonne connaissance des ressources et de la demande en transport collectif. ▪ Guichet unique en transport fondé sur la collaboration des transporteurs.
			<p>Les ressourceries :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Dresser l'inventaire des projets en région ▪ Identifier les besoins ▪ Promouvoir le concept des ressourceries 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Déposer un rapport sur les ressourceries. ▪ Mise en œuvre du plan de promotion sur les ressourceries.
			<p>Faire connaître les études de pré-faisabilité produites par le CRAIE portant sur les créneaux porteurs suivants : Boutique d'articles de métiers d'art, Boîtes à lunch, Présentoirs d'information touristique, Entretien écologique des pelouses, Équipe de soutien et location d'équipement pour les festivals et autres événements, Animation dans les parcs, Joujouthèque et boutique de jouets recyclés, Éco-Centres.</p> <p>Faire émerger des projets dans les créneaux porteurs</p>	
		<p>1.2 : Assurer la disponibilité des infrastructures de soutien au développement de l'économie</p>	<p>Créer des maillages entre les différents fonds, la région et les intervenants (en lien avec la table environnement)</p>	<p>Accroître la synergie entre les intervenants et les organismes de financement</p>

		sociale	Consolider et supporter les ressources de développement de l'économie sociale	Disposer d'infrastructures permanentes de soutien au développement d'entreprises en économie sociale
		1.3 Développer des programmes de formation notamment en entrepreneuriat collectif	Maintenir et adapter la formation Introduction à la gestion stratégique des entreprises en économie sociale et OSBL pour les entrepreneurs sociaux. <ul style="list-style-type: none"> ▪ Évaluer la formule actuelle Connaître les besoins des entrepreneurs sociaux	Offrir une formation adaptée aux besoins des entrepreneurs sociaux de la région
			Assurer le volet formation auprès des entrepreneurs du secteur coopératif	Tenir des sessions de formation sur l'entrepreneuriat coopératif.
			Créer et supporter des clubs d'entrepreneurs sociaux (En lien avec la Table Éducation Outaouais et la Table Développement Social, Cible Jeunesse et Pauvreté	Mettre en réseau les entrepreneurs sociaux
			Créer un maillage entre les développeurs et les fournisseurs de services afin de les adapter à la réalité outaouaise	
			Développer en région un programme de formation destiné aux entrepreneurs sociaux (En lien avec la Table Éducation Outaouais)	
	Objectif 2 : Susciter la concertation et le partenariat entre les acteurs du développement régional	2.1 Assurer une cohérence et maximiser l'effet des interventions des partenaires du milieu en économie sociale	Mettre en place une instance régionale de concertation dont le principal mandat est d'assurer le suivi du plan d'action	Actualiser la Table régionale de concertation
			Collaborer aux travaux de la Table régionale Environnement	

	Objectif 3 : Organiser un processus d'information en économie sociale	3.1 Favoriser la circulation de l'information sur le démarrage et le développement d'entreprises et des projets en économie sociale	Créer un observatoire (centre de documentation) en économie sociale : <ul style="list-style-type: none"> ▪ Définir une collaboration entre le volet économie sociale du site du CRDO et celui de la Chaire de Recherche en développement communautaire de l'UQAH ▪ Rassembler l'information ▪ Organiser la tenue de séminaires ▪ Établir un calendrier annuel des séminaires 	Mise sur pied d'un observatoire en économie sociale
			Diffuser, auprès de tous les intervenants, les informations émanant du Chantier de l'économie sociale	Diffuser l'information en économie sociale
			Inventorier les entreprises d'économie sociale et les inscrire sur la liste régionale des entreprises LIC-07	Inscrire les entreprises d'économie sociale sur la liste régionale des entreprises
			S'assurer de l'accessibilité des outils d'information en milieu rural	

Annexe VII : Préoccupations et actions en matière d'économie sociale identifiées dans le plan d'action du CLD

Préoccupations horizontales	Objectifs	Actions	Indicateurs de résultats	Obligations de résultats	Partenaires potentiels	Échéances
ÉCONOMIE SOCIALE	Connaître le potentiel actuel des entreprises d'économie sociale	Réaliser un portrait des entreprises actuelles en économie sociale sur le territoire et les OBNL et coopératives susceptibles de réaliser des projets d'économie sociale.	Document disponible à l'ensemble des entreprises d'économie sociale, des OBNL, coopératives et intervenants concernés par l'économie sociale	Clarifier le potentiel actuel	<ul style="list-style-type: none"> ➤ CLSC ➤ CDC Rond Point 	Automne 2000
	Faire connaître les créneaux (champs d'activités) potentiels pour des entreprises d'économie sociale	Susciter l'émergence de projet de développement de nouvelles entreprises en économie sociale.	Liste des créneaux intéressants pour notre territoire	Diffusion d'idées de créneaux et recherche de groupes porteurs	Programme d'employabilité	2001-2002
	Renforcer les liens d'affaires et sociaux entre les entreprises	Promouvoir la concertation, maillage et réseautage entre les entreprises d'économie sociale.	2 rencontres ou plus annuelles des entreprises d'économie sociale	Création d'un réseau	<ul style="list-style-type: none"> ➤ CLSC ➤ CDC Rond Point ➤ Entreprises d'économie sociale ➤ CCO 	2001
	Soutenir la consolidation des entreprises en économie sociale	Monter un programme de formation	<ul style="list-style-type: none"> • 2 sessions de formation par année • Concevoir de la formation adaptée aux besoins 	Formation	<ul style="list-style-type: none"> ➤ CLSC ➤ CSCV ➤ CLE ➤ CDC Rond Point ➤ Entreprises en économie sociale 	2001-2002
		Assurer le suivi des entreprises en économie sociale		Nombre d'intervention en entreprise	S'impliquer dans une entreprise	<ul style="list-style-type: none"> ➤ CLSC

ANNEXE VIII

CINQ SITES DE RECHERCHE POUR SUIVRE L'ÉVOLUTION DE L'ÉCONOMIE SOCIALE ET DU DÉVELOPPEMENT LOCAL/RÉGIONAL

<http://www.uqo.ca/crdc-geris/>

Site de la Chaire de recherche en développement des collectivités et du Centre d'études et de recherches en intervention sociale (CÉRIS) de l'Université du Québec en Outaouais (UQO). Regroupement d'une quinzaine de chercheurs de l'UQO dans différentes disciplines, dont les sciences sociales, le travail social et les relations industrielles. Des professeurs d'autres universités (au Québec, en Europe, en Afrique et en Amérique latine) y sont associés.

<http://www.uqo.ca/ries2001>

Site d'information sur l'économie sociale et solidaire et le développement local à l'échelle internationale, tant dans les pays du Sud que du Nord. Coproduit par le la CRDC de l'UQO et le GESQ (Groupe d'économie solidaire du Québec), ce site est né à l'occasion de la 2^e rencontre internationale d'économie sociale et solidaire tenue à Québec en octobre 2001. Cette rencontre avait réuni plus de 400 personnes en provenance de 37 pays dont 25 pays du Sud.

<http://www.uqo.ca/observer>

Site d'un observatoire en économie sociale et en développement régional. Il est interactif avec tous ceux et celles qui dans la région sont engagés de près ou de loin en économie sociale, dans le développement local et dans le développement régional.

<http://www.unites.uqam.ca/crises>

Site du Centre universitaire de recherche sur les innovations sociales dans l'économie sociale, les entreprises et les syndicats (CRISES), foyer de recherches et d'analyses en économie sociale depuis près de 10 ans. Regroupe une vingtaine de chercheurs et une centaine d'étudiants de 2^e et 3^e cycle de sept universités du Québec. Trois grands volets : 1) innovations dans le domaine du travail ; 2) économie sociale et conditions de vie ; 3) innovations et territoires.

<http://www.aruc-es.uqam.ca/>

Site de l'Alliance de recherche universités-communautés en économie sociale. Cette alliance est une infrastructure de partenariat pour la recherche, la formation, la diffusion et l'échange de connaissances en économie sociale. Elle est constituée de membres provenant tant du milieu universitaire que de différents milieux d'intervention. Ses activités portent sur les pratiques issues de la nouvelle économie sociale, celle qui connaît un essor important depuis les années 80 au Québec et ailleurs dans le monde.

ANNEXE IX
QUELQUES SITES INTERNET PERTINENTS : OUTAOUAIS ET ÉCONOMIE SOCIALE

DISPOSITIF EN DÉVELOPPEMENT LOCAL, RÉGIONAL ET NATIONAL

- *Association des régions du Québec* : <http://www.regions.qc.ca/>
- *Carrefours jeunesse-emploi*
 - *Réseau des Carrefours Jeunesse-emploi* : <http://www.cjereseau.org/mission.html>
 - *CJE de l’Outaouais* : <http://www.cjeo.qc.ca>
 - *CJE Papineau* : <http://www.cjepapineau.qc.ca/>
 - *CJE Pontiac* : <http://www.crep.qc.ca/cjep>
 - *CJE Vallée-de-la-Gatineau* : <http://www.cjevg.qc.ca/>
- *Centraide Outaouais*: <http://www.outaouais.centraide.ca>
- *Centres locaux de développement (CLD)*
 - *Association des CLD du Québec* : <http://www.acldq.qc.ca/francais/index1.html>
 - *CLD Gatineau*: <http://www.cldgatineau.ca/>
 - *CLD Papineau*: <http://www.cpapineau.com/cld/index.html>
 - *CLD Pontiac*: <http://www.mrcpontiac.qc.ca/cld.htm>
- *Centres locaux d’emploi* : <http://www.mess.gouv.qc.ca/francais/cle/index.htm>
- *Chantier de l’économie sociale* : <http://www.chantier.qc.ca/>
- *Comité sectoriel de main-d’œuvre de l’économie sociale et de l’action communautaire (CSMO-ESAC)* <http://www.csmoesac.qc.ca/>
- *Conseil régional de développement de l’Outaouais (CRDO)* : <http://www.crdo.qc.ca>
- *Coopérative de Développement Régional Outaouais-Laurentides (CDROL)*: <http://cdrol.coop/>
- *Conseil régional de l’environnement et du développement durable de l’Outaouais (CREDDO)* : <http://www.creddo.ca/>

- *Fédération des coopératives de l'Outaouais (FECHO):*
<http://www.coop-habitation.org/Federations/fecho/index.asp>
- *Fonds de lutte contre la pauvreté :* <http://www.mess.gouv.qc.ca/francais/flcp/>
- *Marche des femmes contre la pauvreté :*
<http://www.ffq.qc.ca/marchequbec/pourquoi/index.html>
- *Municipalités régionales de comté (MRC) et villes*
 - *Ville de Gatineau :* <http://www.ville.gatineau.qc.ca/gatineau/index.html>
 - *MRC Papineau :* <http://www.mrcpapineau.com/>
 - *MRC des Collines :* <http://www.mrcdescollines.com/>
- *Régie régionale de l'Outaouais:* <http://www.rrsss07.gouv.qc.ca/>
- *Regroupement des cuisines collectives du Québec :* <http://www.cam.org/~rccq/>
- *Société d'aide et de développement des collectivités (SADC)*
 - *Réseau des SADC du Québec :* <http://www.reseau-sadc.qc.ca/>
 - *SADC Pontiac :* <http://www.ouest.net/~sadc/>
 - *SADC Papineau :* <http://www.sadcpapineau.ca/>
 - *SADC Vallée-de-la-Gatineau :* <http://www.sadc-vg.ca/>
- *Société de diversification économique de l'Outaouais (SDEO) :* <http://www.sdeo.qc.ca>

RÉPERTOIRE

- *Bottin des ressources, CAP Santé :* <http://www.meteo-mentale.org/bottin/>
- *Ministère de la Santé et des Services Sociaux du Québec :* <http://www.msss.gouv.qc.ca/>
- *Répertoire des organismes communautaires, Secrétariat à l'Action communautaire autonome du Québec:*
http://www.saca.gouv.qc.ca/bd_recherche/organismes/formulaire2.asp
- *Répertoire du ministère de la Famille et de l'Enfance :* <http://www.mfe.gouv.qc.ca/>

Nouveaux cahiers
de la Chaire de recherche du Canada en développement des collectivités
Université du Québec en Outaouais (UQO)
2001-2002

SÉRIE RECHERCHES

- R.28 Fall, Abdou, Favreau, Louis (2002), Création de richesses en contexte de précarité : une comparaison Sud-Sud (Afrique et Amérique latine) et Nord-Sud (Canada, Afrique et Amérique latine)
- R.27 Gagnon, Serge (2002), Développement touristique et organisation des territoires : un bilan des études classiques, 29 p., 3,25 \$.
- R.26 Salam Fall, Abdou et Guèye, Cheikh (2002), *Derem ak ngerem* Le franc, la grâce et la reconnaissance, Les ressorts d'une économie sociale et solidaire en Afrique de l'Ouest, 26 p., 3,25\$
- R.25 Assogba, Yao (2002), Et si les Africains de la diaspora étaient des acteurs du développement de l'Afrique, 17 p., 3,00 \$
- R.24 Robitaille, Martin (2002), L'apport de l'éducation et la formation de la main-d'œuvre au développement régional, ou comment devenir une région d'apprentissage? 18 p., \$ 3,00.
- R. 23 Favreau, Louis (2002), Configuration et défis de l'économie sociale québécoise dans la solidarité internationale, 31 p., 3,50\$
- R.22 Boucher L., Jacques (2001), Changements sociaux, mouvements sociaux et modèle de développement, 39 p., 5,00 \$
- R.21 Favreau, Louis et Daniel Tremblay (2001), Conjoncture internationale, société civile, économie sociale et solidaire dans une perspective Nord-Sud, 37 p., 5,00 \$

SÉRIE Pratiques économiques et sociales

- PES.21 Favreau, Louis et Lucie Fréchette (2002), Développement local et économie solidaire en Amérique latine : des expériences innovatrices, 26 p., 3,25 \$

PES.20 Boucher, Jacques L. et A. Inkel (2001), Santé mentale, hébergement communautaire et logement social : les cas Maison Réalité et Habitations Nouveau Départ, 27 p., 4,00 \$

PES.19 Boucher, Jacques L. et A. Inkel (2001), Mouvement communautaire et logement social : les cas de Logemen'occupe et de Mon Chez Nous, 29 p., 4,00 \$

SÉRIE Conférences

C.6 Favreau, Louis (2002), La lutte contre la pauvreté aujourd'hui : quelle(s) stratégie(s)?, 47 p., 3,50 \$

C.5 Lachapelle, René (2001), Compte rendu du Colloque : "Économie sociale, coopération internationale et développement: enjeux et perspectives", tenue à l'Université du Québec à Hull en novembre 2000, 27 p., 3,50 \$

C.4 Lachapelle, René (2001), CLSC et développement des communautés aujourd'hui, 24 p., 4,00 \$

SÉRIE Mémoires de maîtrise en travail social

MM.2 Inkel, André (2001), L'insertion sociale des personnes marginalisées et proches de la grande pauvreté : analyse d'une intervention auprès des sans-abri dans l'Outaouais, 156 p., 10,00 \$

MM.3 Guindon, Geneviève (2001), L'éducation à la citoyenneté pour contrer l'exclusion. L'expérience et la vision du milieu communautaire, 118 p., 10,00 \$

SÉRIE Rapports de recherche

RR.1 Favreau, L., Fréchette, L., Boulianne, M. et S. Van Kemenade (2002), Développement local et économie populaire en Amérique Latine : l'expérience de Villa el Salvador, 140 p., 7,00 \$

RR.2 Favreau, Louis (2002), L'économie sociale au Nord et au Sud : Pistes de réflexion pour une politique de recherche en développement des collectivités, 98 p., 5,75 \$

- RR.3 Salam Fall, Abdou (2002), Enjeux et défis de la migration internationale de travail ouest-africaine, 52 p. 4,00 \$
- R.R.4 Favreau, Louis (2002), Pauvreté urbaine dans l'Outaouais métropolitain :Relancer l'emploi et l'économie des quartiers en difficulté de Buckingham, Gatineau et de Hull par le développement économique communautaire, 113 p., 6,00 \$.

SÉRIE Développement régional

- DÉV.2 Doucet, Chantale sous la direction de Favreau, Louis et Martin Robitaille (2002), Portrait démographique de l'Outaouais et de ses sous-régions, 49 p. 4,00 \$.

SECCION en español

- ES.3 Favreau, L., Fréchette, L., Boulianne, M. et van Kemenade S. (2001), Desarrollo local, economía popular y economia solidaria en América Latina : un itinerario de 30 años en Villa el Salvador, Perú, 21 p. \$ 3,00 Can.
- ES. 2 Van Kemenade, S. et L. Favreau (2001). Nueva Economia Social y Empleo en Quebec : hacia una democratización de las relaciones laborales. 24 p., \$ 5,00 Can.
- ES. 1 Bouchard, Marie J. (2001). La Gestión de las Organizaciones Sociales para el Desarrollo : Características y Desafíos, 30 p. \$ 5,00 Can

Pour vous procurer les publications de la CRDC :

Chaire de recherche du Canada en développement des collectivités (CRDC)

Université du Québec en Outaouais
C.P. 1250, succursale B
Hull, Québec
J8X 3X7

Tél: (819) 595-3900, poste 2291

Télé: (819) 595-2227 ou 2384

Courriel : crdc@uqo.ca

Sites Internet :

<http://www.uqo.ca/crdc-geris/>

<http://www.uqo.ca/ries2001/>

<http://www.uqo.ca/observer/>

Revue *Économie et Solidarités*

Économie et Solidarités est la revue du Centre interdisciplinaire de recherche et d'information sur les entreprises collectives (CIRIEC Canada). Son contenu porte sur les caractéristiques de l'économie sociale, sur son rôle comme agent de développement socio-économique, sur sa gestion, sur les secteurs d'activités où elle est engagée et sur l'analyse comparative internationale de son émergence et de son développement. Revue scientifique destinée aux chercheurs (professeurs et étudiants), son mandat est de s'intéresser aux organisations de l'économie sociale (coopératives et associations) et au développement local et régional. Revue destinée aux praticiens, son but est de promouvoir le développement de ces organisations et entreprises dans les situations qui apparaissent les plus appropriées.

Instrument de diffusion des connaissances dans le domaine, cette revue scientifique est le seul périodique nord-américain voué principalement à l'économie sociale et au développement des collectivités. Sa publication est rendue possible grâce à l'engagement social de l'ensemble des collaborateurs, aux revenus d'abonnements et de ventes au numéro et aux subventions de nos généreux donateurs.

À tous ceux et celles qui sont intéressés à poursuivre leur réflexion et à obtenir de plus amples informations sur l'évolution de l'économie sociale et du développement local au Québec et dans le monde, nous vous suggérons de consulter ou de vous abonner à la revue *Économie et Solidarités*. Cette revue fondée en 1968 est aujourd'hui abritée par la Chaire de recherche en développement communautaire de l'UQAH.

Co-rédacteurs de la revue : Jacques L. Boucher, Guy Chiasson et Daniel Tremblay.
Secrétaire de rédaction : Célinie Rusell

Pour renseignements:

Économie et Solidarités
a/s Célinie Rusell
Chaire de recherche en développement communautaire
Université du Québec à Hull
C.P. 1250, succursale B
Hull, Québec
J8X 3X7

Téléphone: (819) 595-3900, poste 2383
Télécopieur: (819) 595-2227 ou 595-2384
Courriel: REVUE_CIRIEC@uqah.quebec.ca

Site Internet du CIRIEC Canada:
<http://www.unites.uqam.ca/ciriec/>

QUEL AVENIR POUR LES RÉGIONS?

SOUS LA DIRECTION DE
LOUIS FAVREAU, MARTIN ROBITAILLE
ET DANIEL TREMBLAY

Face à la crise de l'emploi et celle des services publics, face à la montée de la mondialisation néo-libérale, les régions voient leur rôle redéfini. Mondialisation et montée du local/régional sont les deux faces d'un même phénomène. Mais quel avenir y a-t-il pour les régions et les collectivités locales dans ce nouveau paysage économique et social mondial?

Une myriade d'auteurs, issus autant du milieu académique que du terrain, ont collaboré à cet ouvrage en posant un regard critique sur les pratiques et les politiques de développement régional au Québec. La science régionale étant multidisciplinaire, les sujets explorés sous cet angle sont nombreux et lancent un important débat sur le développement local et régional. Mais ce livre ne porte pas qu'un regard critique sur les changements qui ont eu lieu au cours des dernières années dans les régions mais identifie des défis et de futures pistes. Il s'engage vers l'avenir.

ONT COLLABORÉ À CET OUVRAGE :

Jacques Beaudet

Guy Bellemare

Jacques L. Boucher

Guy Chiasson

Ginette D'Auray

Chantale Doucet

Patrick Duguay

Hugues Dupuy

Louis Favreau

Serge Forget

Christian Fortin

Lucie Fréchette

Serge Gagnon

Michèle Glémaud

Pierre Gravelle

François Grenier

Clément Guimond

Bruno Jean

Martin Lacasse

René Lachapelle

Robert Laliberté

Gérald Larose

Yvon Leclerc

Benoît Lévesque

Andrée Mathieu

Geneviève Moffet

Nancy Neantam

Marc-Urbain Proulx

Marie-Ève Proulx

Martin Robitaille

Daniel Tremblay

Pour commander cette publication :

Chaire de recherche en développement des collectivités (CRDC),

Université du Québec en Outaouais,

Tél. : (819) 595-3900 poste 2291, courriel : crdc@uqo.ca, télécopieur : (819) 595-2227

Nouvelles parutions
aux Presses de l'Université du Québec
2000-2001

Mondialisation, économie sociale, développement local et solidarité internationale par **Louis Favreau et Lucie Fréchette** (2002), 286 pages.

Développement local, économie sociale et démocratie sous la direction de **Marielle Tremblay, Pierre-André Tremblay et Suzanne Tremblay avec la collaboration de Martin Truchon** (2002), 356 pages.

Emploi, économie sociale et développement local : les nouvelles filières. Un ouvrage collectif par **Yvan Comeau, Louis Favreau, Benoît Lévesque et Marguerite Mendell** avec la participation de Richard Benoît, Denis Martel, Renaud Paquet, Carol Saucier. Préface de Nancy Neamtan (2001), 336 pages, ISBN 2-7605-1096-4, D-1096.

Entraide et services de proximité. L'expérience des cuisines collectives par **Lucie Fréchette** (2000), 214 pages, ISBN 2-7605-1078-6, D-1078.

Insertion des jeunes, organisation communautaire et société. L'expérience fondatrice des Carrefours jeunesse-emploi au Québec par **Yao Assogba** (2000), 168 pages, ISBN 2-7605-1092-1, D-1092

Le modèle québécois de développement. De l'émergence au renouvellement par **Gilles L. Bourque** (2000), 276 pages, ISBN 2-7605-1042-5, D-1042.

<p>La Collection <i>Pratiques et politiques sociales et économiques</i> des Presses de l'Université du Québec est dirigée par Louis Favreau (CRDC-UQO), Benoît Lévesque (CRISES-UQAM) et Yves Vaillancourt (LAREPPS-UQAM). Adresse URL : http://www.puq.quebec.ca/puq/collection_f/7.4.2_f.html</p>
--